

PRÉFECTURE DE L'YONNE

DIRECTION DES
COLLECTIVITES ET
DU DEVELOPPEMENT
DURABLE

SERVICE DU
DEVELOPPEMENT
DURABLE

ARRETE n° PREF-DCDD-2007-013
imposant des prescriptions complémentaires à la Société LAFARGE CEMENTS
Usine de Frangey — Commune de LEZINNES

Le préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de l'Environnement - partie législative — notamment l'article L. 512-3 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

l'arrêté préfectoral N° 86 du 27 mars 1995 portant autorisation de poursuivre l'exploitation d'une unité de fabrication de ciment et d'installations de stockage et de traitements de déchets industriels sises sur le territoire de la commune de LEZINNES ;

VU l'arrêté préfectoral N° 516 du 15 juin 2001 modifiant et complétant l'arrêté préfectoral du 27 mars 1.995 susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral N° 353 du 20 mai 2003 prescrivant à la société LAFARGE CEMENTS la réalisation et la remise d'une étude de mise en conformité des installations de co-incinération de déchets dangereux à son usine de Frangey, commune de LEZINNES ;

VU les documents transmis par lettre en date du 27 juin 2003 (étude technico-économique) et par lettre en date du 30 avril 2004 (mise à jour des études d'impact et de dangers des installations de stockage et de traitement des déchets industriels dangereux) ;

VU l'étude relative aux émissions atmosphériques (SO₂ et COV) liées aux matières premières naturelles entrant dans la composition du cru, transmise par lettre en date du 9 août 2005 ;

VU les lettres en date du 9 novembre 2005 et du 20 février 2006 par lesquelles l'exploitant sollicite les modifications à apporter à l'arrêté préfectoral du 15 juin 2001 ;

VU la lettre du 3 octobre 2006 portant la situation de l'établissement au regard des rubriques N° 1450, 2564, 1418, 1434, 2799, 2516, 2517, et 322 ;

VU le rapport et les propositions de M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la région Bourgogne, chargé de l'inspection des installations classées, en date du 6 novembre 2006 ;

VU l'avis formulé par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 23 novembre 2006 ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'adapter les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux ;

CONSIDERANT que les modifications des dispositions de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2001 sollicitées par l'exploitant ne sont pas notables au regard des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Yonne ;

ARRETE :

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1"

1.1 La S.A LAFARGE CEMENTS, dont le siège social est 5, Boulevard Louis Loucheur à SAINT CLOUD (92214), représentée par son directeur d'usine, est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, modifiant et complétant l'arrêté préfectoral N° 86 du 27 mars 1995 portant autorisation de poursuivre l'exploitation d'une unité de fabrication de ciment et d'installations de stockage et de traitement de déchets industriels sise sur le territoire de la commune de Lézennes, lieu-dit "Frangy".

1.2 Les dispositions des articles 2 et suivants de l'arrêté préfectoral N° 86 du 27 mars 1995 sont annulées.

Les dispositions techniques des arrêtés préfectoraux des 15 novembre 1999, 17 mai 2000 et 15 juin 2001 sont annulées.

1.3 Les installations autorisées sont listées en Annexe 1 au présent arrêté, le présent arrêté valant récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration.

Le présent arrêté vaut autorisation au titre de la loi sur l'eau et, au sens de l'article L.1333-4 du code de la santé publique pour les sources radioactives.

1.4 Le présent arrêté vaut agrément :

- au titre du décret n°79.981 du 21 novembre 1979 pour l'activité d'élimination d'huiles noires usagées en vue de leur valorisation énergétique, dans la limite d'un tonnage annuel de 5 000 [tonnes.](#)
[au](#) titre du décret n°94.609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages (valorisation énergétique).

TITRE II

DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

Article 2 : Généralités

2.1 - Modification

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet de l'Yonne avec tous les éléments d'appréciation.

2.2 - Accidents ou incidents

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement doit être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Le responsable de l'établissement doit prendre les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, et en particulier, lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'administration ou les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des raisons de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et s'il y a lieu après autorisation de l'autorité judiciaire.

2.3 - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées ; les frais occasionnés par ces études sont supportés par l'exploitant.

2.4 - Enregistrements, rapports de contrôle et registres

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté doivent être conservés respectivement durant un an, deux ans et cinq ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui peut, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

2.5 - Consignes

Les consignes prévues par le présent arrêté sont tenues à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

2.6 – Cessation d'activité

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles 34-2 et 34-3 du décret n° 77- 1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et codifiée dans le livre V du code de l'environnement.

2.7 – Intégration dans le paysage

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement...).

2.8 - Bilan décennal de fonctionnement

Conformément à l'article 17-2 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, un bilan décennal de fonctionnement est élaboré et adressé au Préfet au moins tous les dix ans.

Le prochain bilan décennal de fonctionnement est remis au Préfet de l'Yonne avant le 31 décembre 2013, et contient :

a) Une analyse du fonctionnement de l'installation au cours de la période décennale passée, sur la base des données disponibles, notamment celles recueillies en application des prescriptions de l'arrêté d'autorisation et de la réglementation en vigueur. Cette analyse comprend en particulier :

- la conformité de l'installation vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté d'autorisation ou de la réglementation en vigueur, et notamment des valeurs limites d'émission ;
- une synthèse de la surveillance des émissions, du fonctionnement de l'installation et de ses effets sur l'environnement, en précisant notamment la qualité de l'air, des eaux superficielles et souterraines et l'état des sols ;
- l'évolution des flux des principaux polluants et l'évolution de la gestion des déchets ;
- un résumé des accidents et incidents qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- les investissements en matière de surveillance, de prévention et de réduction des pollutions ;

b) Les éléments venant compléter et modifier l'analyse des effets de l'installation sur l'environnement et la santé telle que prévu au b de l'article 3 du décret du 21 septembre 1977 susvisé ;

e) Une analyse des performances des moyens de prévention et de réduction des pollutions par rapport à l'efficacité des techniques disponibles, c'est-à-dire aux performances des meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable ;

d) Les mesures envisagées par l'exploitant sur la base des meilleures techniques disponibles pour supprimer, limiter et compenser les inconvénients de l'installation ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes. Ces mesures concernent notamment la réduction des émissions et les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie ;

e) Les mesures envisagées pour placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en cas de cessation définitive de toutes les activités

2.9 - Utilités

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisées de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants,...

L'exploitant s'assure également de la disponibilité des utilités (énergie, fluide,...) qui concourent au fonctionnement et à la mise en sécurité des installations et au traitement des pollutions accidentelles.

Article 3 : Bruits et vibrations

3.1 – Généralités

L'installation doit être conçue, construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

L'établissement reste soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier mis en service après le 1^{er} juillet 1997, doivent être conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

3.2 – Niveaux limites de bruit

Le tableau ci-après précise les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de l'établissement :

Période	Niveaux limites admissibles ⁷ en limite de propriété de l'établissement
Jour (sauf dimanche et jours fériés) : 7h à 22h	70 dB(A)
Nuit : 22h à 7h et dimanches et jours fériés	60 dB(A)

3.3 – Contrôle des émissions sonores

L'exploitant doit faire réaliser, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation et, au minimum tous les cinq ans, ainsi que lors de chaque modification notable, des mesures des émissions sonores de son établissement, par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix est soumis à l'inspecteur des installations classées. Les frais en résultant sont à la charge de l'exploitant.

Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites doivent être réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement noiuial des installations.

La méthode de contrôle des émissions sonores est celle de l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 août 1985 susvisé.

3.3 – Vibrations

Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations doivent être isolées par des dispositifs antivibratoires efficaces. Les vibrations émises doivent respecter les règles techniques annexées à la circulaire 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées. Les mesures sont faites selon la méthodologie définie par cette circulaire.

Article 4 : Conditions d'exploitation

4.1 - Conception de l'installation

Les installations doivent être conçues afin de permettre un niveau d'incinération aussi complet que possible tout en limitant les émissions dans l'environnement.

Le pourcentage de contribution thermique apportée par l'incinération des déchets dangereux (exception faite de l'énergie apportée par les huiles usagées) est limité à 40 % (en moyenne journalière).

Les déchets faisant l'objet d'une valorisation matières (Valmat) ne dépassent pas un tonnage annuel de 50 000 tonnes (poids de matières sèches) ajoutés au cru.

4.2 – Capacité de l'installation

La capacité nominale, la capacité annuelle de l'installation de co-incinération et la capacité totale d'entreposage des déchets dangereux sont définies à l'**Annexe 6** du présent arrêté.

La puissance thermique nominale est de 46 MW pour le four pour l'incinération des déchets dangereux.

L'exploitant doit disposer d'une capacité minimale de stockage des huiles usagées égale au douzième de la capacité annuelle d'élimination de l'installation.

4.3 – Conditions de combustion

L'installation de co-incinération est conçue, équipée, construite et exploitée de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables, les gaz résultant de la co-incinération de déchets soient portés, d'une façon contrôlée et homogène, à une température de 850 °C pendant deux secondes. S'il s'agit de déchets dangereux ayant une teneur en substances organiques halogénées, exprimée en chlore, supérieure à 1 %, la température doit être amenée à 1 100 °C pendant au moins deux secondes.

L'introduction des déchets dans le procédé se fait :

- à la tuyère principale et (ou) à la grille Lepol pour la valorisation thermique au four,
- au cru pour la valorisation matière.
aux granulateurs, en substitution de l'eau industrielle (eaux pluviales en provenance de zones de dépotage ou rétentions, eaux incendie, eaux alimentaires)
- au niveau des broyeurs ciments en substitution du plâtre ou en ajout.

4.4 – Conditions de l'alimentation du four en déchets

L'installation de co-incinération possède et utilise un système automatique qui empêche l'alimentation en déchets :

- pendant la phase de démarrage, jusqu'à ce que la température de 850 °C ou 1 100 °C, selon le cas, ait été atteinte,
- chaque fois que la température de 850° C ou 1 100 °C, selon le cas, n'est pas maintenue,

- chaque fois que les mesures en continu prévues par l'article 8.2. montrent qu'une des valeurs limites d'émission serai-horaires fixée à l'article 5.4.1. est dépassée depuis plus de 4 heures en raison d'un dérèglement ou d'une défaillance des systèmes d'épuration.

Des dispositifs et (ou) des dispositions d'efficacité équivalente, mis en oeuvre dans la profession et reconnus par le Ministère en charge de l'environnement (Guide de l'ATHIL), peuvent être admis.

Article 5 : Prévention de la pollution de Pair

Toutes dispositions doivent être prises pour que, sauf de façon fugitive et exceptionnelle, l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de fumées épaisses, de suies, de poussières, de gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

5.1 — Caractéristiques des cheminées

5.1.1. Forme des conduits

Les gaz issus de l'incinération des déchets sont rejetés à l'atmosphère par l'intermédiaire d'une cheminée.

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

5.1.2. Hauteur des cheminées

Les cheminées du four et du dépoussiéreur des gaz d'exhaure du refroidisseur ont une hauteur respective de 40 mètres et 37 mètres. Des hauteurs différentes peuvent être admises au vu des résultats d'une étude des conditions de dispersion des gaz adaptée au site.

5.1.3. Vitesse d'éjection des gaz

La vitesse minimale d'éjection des gaz de la cheminée du four est fixée à 6 m/s.

La vitesse verticale ascendante des gaz au débouché des cheminées des broyeurs-sécheurs du cru et du charbon, ainsi que du broyeur à clinker doit être au moins de 8 m/seconde.

5.1.4. Plates-fourres de mesure

Afin de permettre la détermination de la composition et du débit des gaz rejetés à l'atmosphère, une plate-forme de mesure fixe est implantée sur les cheminées ou sur les conduits de l'installation de traitement des gaz du four, du broyeur à cru, des broyeurs à clinker et du refroidisseur. Les caractéristiques de ces plates-formes sont telles qu'elles permettent de respecter en tout point les prescriptions des normes en vigueur, et notamment celles de la norme NF X 44 052, en particulier pour ce qui concerne les caractéristiques des sections de mesure.

En particulier, ces plates-formes doivent permettre d'implanter des points de mesure dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

5.2 – Valeurs limites d'émission dans l'air

Les installations sont équipées et exploitées de manière que les valeurs limites fixées à l'Annexe 2 ne soient pas dépassées dans les rejets gazeux de l'installation.

5.3 – Conditions de respect des valeurs limites de rejet dans l'air

5.3.1 - Four

Les valeurs limites d'émission du four sont respectées si :

aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émission fixées à l'Annexe 2 pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote,

aucune des moyennes mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le fluorure d'hydrogène, le cadmium et ses composés ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres métaux (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V), les dioxines et furannes, ne dépasse les valeurs limites définies à l'**Annexe 2**,

Les moyennes déterminées pendant les périodes visées à l'article 4.4. ne sont pas prises en compte pour juger du respect des valeurs limites.

Les moyennes sur une demi-heure sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsque aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures. Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies à l'**Annexe 2** :

Dioxyde de soufre :	20 %,
Dioxyde d'azote :	20 %,
Poussières totales :	30 %,
Carbone organique total :	30 %,
Chlorure d'hydrogène :	40 %.

Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées. Les moyennes journalières ne sont prises en considération que lorsque les installations ont fonctionné plus de trois heures (6 moyennes semi horaires) sur la journée considérée.

Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, pour une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien du système de mesure en continu. Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées ou absentes au maximum et par polluant pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien du système de mesure en continu. Les périodes d'étalonnage ne sont pas considérées comme des périodes de mauvais fonctionnement.

5.3.2 – Broyeur à cru

Les valeurs limites d'émission sont respectées si, sur la base des résultats d'autosurveillance :
la valeur moyenne sur un mois ne dépasse pas les valeurs limites d'émission,
95 % des valeurs moyennes journalières ne dépassent pas 110 % de la valeur limite d'émission mensuelle.

Toutes les mesures périodiques doivent montrer le respect des valeurs limites d'émission.

5.3.3 – Broyeurs à clinker et refroidisseur

Toutes les mesures périodiques doivent montrer le respect des valeurs limites d'émission.

5.3.4 – Autres dispositions

Les valeurs limites d'émission à l'atmosphère sont compatibles avec les valeurs limites de concentration du même polluant dans l'air ambiant fixées par le décret du 6 mai 1998 modifié relatif à la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement, aux objectifs de qualité de l'air, aux seuils d'alerte et aux valeurs limites.

Les dispositions imposées par le présent arrêté, relatives à la limitation des émissions, peuvent être complétées par des mesures d'interdiction de l'usage de certains combustibles, de ralentissement ou d'arrêt de fonctionnement de certains appareils ou équipements prévues par les arrêtés instaurant des procédures d'alerte pris en application de l'article L. 223-1 du code de l'environnement.

5.4 – Indisponibilités

5.4.1 – Four et ses installations de traitement

Sans préjudice de l'article 4.4., la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations de co-incinération, de traitement des effluents atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs sur une demi-heure précisées dans le tableau ci-après ne peut excéder quatre heures sans interruption et 60 heures en cumul annuel.

Paramètre	Valeurs sur une demi-heure d'évaluation de l'indisponibilité
Poussières totales	90 mg/m ³
Chlorure d'Hydrogène (HCl)	60 mg/m ³
NO _x	1600 mg/m ³
SO ₂	1280 mg/m ³
COT	100 mg/m ³

La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/m³, exprimée en moyenne sur une demi-heure.

Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées.

5.4.2 – Broyeurs et leurs installations de traitement

Les périodes ininterrompues de pannes ou d'arrêts des dispositifs d'épuration pendant lesquelles les teneurs en poussières des gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées à l'**Annexe 2** doivent être d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année doit être inférieure à deux cents heures.

En aucun cas, la teneur en poussières des gaz émis ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm³. En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder, sans délai, à l'arrêt de l'installation en cause.

5.5 – Prévention des envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion.

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation, sont mises en œuvre.

Tous les postes ou parties d'installations susceptibles d'engendrer des émissions de poussières sont pourvus de moyens de traitement de ces émissions.

Les émissions de poussières sont selon les cas

- captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage,
- combattues à la source par capotage ou aspersion des points d'émissions, ou par tout procédé d'efficacité équivalente.

Les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont revêtues (béton, bitume, etc.) et convenablement nettoyées.

Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation_ Les surfaces où cela est possible sont engazonnées.

L'ensemble de la cimenterie est dépoussiéré régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

5.6 – Stratégie substances - Prévention de maîtrise, de réduction des émissions

L'établissement relevant de la circulaire du 13 juillet 2004 définissant une stratégie de maîtrise et de réduction des émissions atmosphériques toxiques pour la santé, l'exploitant est tenu d'élaborer un programme de suivi, de maîtrise et de réduction des émissions canalisées et diffuses concernant les substances suivantes : Dioxines-furannes, mercure, cadmium, plomb.

Ce programme doit rassembler :

- les données relatives aux émissions (continues ou sporadiques) de ces substances, leur origine, les raisons de leur variation,...
- une analyse des performances des moyens actuels de prévention et de réduction des polluants par rapport aux performances des meilleures techniques disponibles ; il sera également abordé les coûts d'investissement et de fonctionnement correspondants ;

- l'identification des actions de réduction, à mettre en œuvre à l'échéance de 2010, contribuant à la réalisation des objectifs de réduction des émissions fixés au niveau national.

Article 6 : Prévention de la pollution de l'eau

6.1 – Dispositions générales

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite : les eaux de refroidissement doivent être intégralement recyclées. Les eaux de refroidissement des canalisations de transport de ciment doivent être recyclées, à l'échéance du 31 décembre 2010 au plus tard.

Les branchements d'alimentation en eau potable sur la canalisation publique ainsi que les canalisations d'aspiration ou de refoulement des puits de prélèvement d'eau de nappe sont munis d'un dispositif de disconnexion afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation et vers la nappe.

Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux d'entreposage ou de traitement des déchets lixiviabiles doit être revêtu de béton ou de bitume ou de matériaux ayant un niveau d'étanchéité similaire et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.

6.2 – Prélèvement d'eau

L'utilisation d'eau pour des usages industriels et spécialement celle dont la qualité permet des emplois domestiques, doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie.

La quantité d'eau prélevée dans le milieu naturel est limitée à :

- 100 m³/h en débit instantané
- 900 m³/j en pointe
- 220 000 m³/an.

En périodes de sécheresse reconnue par arrêté préfectoral, l'exploitant doit :

Lorsque le seuil d'alerte est dépassé, réduire ses prélèvements de 20% : 720 m³/j en pointe ;

Lorsque le seuil de crise est dépassé, réduire ses prélèvements de 50% : 450 m³/j en pointe.

Cette limitation ne s'applique pas à l'alimentation du réseau incendie.

L'alimentation en eau à usage industriel est assurée par pompage dans la nappe d'accompagnement de l'Armançon, par l'intermédiaire de 2 puits équipés de pompes via des réservoirs d'un volume de 215 m³ pour les eaux industrielles (réseau 7 bar) et de 450 m³ (réseau 15 bar).

L'installation de prélèvement d'eau est munie d'un dispositif de mesure totaliseur agréé. Le relevé est fait journalièrement, et les résultats sont inscrits sur un registre.

Annuellement (via GEREP), l'exploitant fait part à l'inspection des installations classées de ses consommations d'eau.

Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées, ainsi que les projets concernant la réduction des consommations d'eau pour les principales fabrications ou groupes de fabrication.

Les protections des têtes de puits, ainsi que les abords des puits sont réalisés de façon à éviter toute pénétration d'eau de ruissellement ou de crues dans les ouvrages.

6.3 – Réseaux

Un schéma de tous les réseaux d'eau et un plan des égouts sont établis, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et datés.

Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

6.4 – Rejets d'eau dans le milieu naturel

6.4.1 – Eaux résiduelles industrielles

Le procédé de fabrication ne génère pas d'eau usée industrielle.

Les eaux pluviales collectées dans les rétentions des zones de stockage ou de dépotage des déchets industriels respectent les valeurs limites de l'annexe 3 ou alors sont traitées comme des déchets, conformément à l'article 7 du présent arrêté.

6.4.2 – Eaux vannes

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos sont traitées en conformité avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 6 mai 1996.

6.4.3 – Eaux pluviales

Le site a une superficie de 12 ha environ, avec des points de rejet multiples (8 dans l'Armançon et 5 dans le fossé Sud).

L'exploitant doit procéder à une étude technique pour la collecte des eaux pluviales en vue de réduire le nombre de points (2 maximum) dans le milieu naturel, pour la rétention, la régulation et le traitement (décantation des MES, séparation des hydrocarbures) et le confinement des eaux (bassin d'un volume suffisant justifié). La réalisation des travaux identifiés sont réalisables en 2 phases :

Phase 1 (2007/2008) : zones de stockage des déchets et du four bassin

Phase 2 (2009/2011) : reste de l'usine.

Une vanne d'isolement permet d'interrompre le rejet dans le milieu naturel (Armançon).

Le débourbeur-séparateur d'hydrocarbures doit être doté d'un obturateur automatique avec alarme.

Les installations sont équipées et exploitées de manière que les valeurs limites fixées à l'**Annexe 3** ne soient pas dépassées dans les rejets aqueux de l'usine. Aucun des résultats des mesures périodiques des effluents ne doit dépasser les valeurs limites de l'**Annexe 3**.

6.4.4 — Caractéristiques des points de rejets

L'émissaire relatif au bassin de confinement est équipé d'un canal de mesure de débit et d'un dispositif de prélèvement.

Il est conçu et réalisé de façon :

- à assurer une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur,
à limiter la perturbation du milieu aux abords du point de rejet.

Les points de rejets doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ils doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

6.5 — Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu récepteur.

Le site est équipé du bassin de confinement évoqué à l'article 6.4.3., pouvant recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

Les organes de commande nécessaires au confinement de ces eaux dans ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance, localement ou à partir d'un poste de commande. Les eaux recueillies doivent faire l'objet d'un traitement ou d'un recyclage, le cas échéant dans le four de la cimenterie, permettant de satisfaire aux valeurs limites de rejet fixées à l'Annexe 3.

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant doit être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, et en particulier :

- la toxicité et les effets des produits rejetés,
leur évolution et conditions de dispersion dans le milieu naturel,
- la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
les méthodes de destruction des polluants à mettre en oeuvre,
- les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune, ou la flore exposées à cette pollution,
- les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Lors de pollution importante du milieu récepteur, l'inspecteur des installations classées peut demander que des analyses spéciales des rejets soient effectuées dans les délais les plus brefs, éventuellement sous le contrôle d'un organisme indépendant. Les frais relatifs à ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

6.6 – Capacités de rétention

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 60 % de la capacité totale des fûts,
dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 600 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 litres.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires et au bassin de confinement.

Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés dans les rétentions en cas d'accident sont éliminés comme des déchets, conformément à l'article 7 du présent arrêté.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés et, pour les liquides inflammables, dans les conditions définies dans l'arrêté ministériel du 22 juin 1998.

Les capacités de rétention et le réseau de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans l'égout ou le milieu naturel qui ne soit muni d'une vanne en position fermée, manoeuvrée (ouverture) manuellement, après contrôle (visuel ou analytique) des effluents qu'elles contiennent.

6.7 – Canalisations

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement sont maintenues parfaitement étanches. Les matériaux utilisés pour leur réalisation et leurs dimensions doivent permettre une bonne conservation de ces ouvrages. Lorsque cette condition ne peut être satisfaite en raison des caractéristiques des produits à transporter, leur bon état de conservation devra pouvoir être contrôlé extérieurement ou par tout autre moyen approprié. Des contrôles de fréquence suffisante donneront lieu à compte rendu et seront conservés à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées durant un an.

En aucun cas, les tuyauteries de produits dangereux ou insalubres sont situées dans les égouts ou dans les conduits en liaison directe avec les égouts.

6.8 – Etat des stockages

Le bon état de conservation des stockages fixes ou mobiles, situés dans l'établissement ou introduits de façon temporaire dans son enceinte, doit faire l'objet d'une surveillance particulière de la part de l'exploitant.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Article 7 : Gestion des déchets générés par l'activité

7.1 – Définitions

Les déchets sont classés suivant la liste unique introduite par le décret n°2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets. Les codes correspondants doivent être mentionnés pour chaque déchet sur les registres ou documents mentionnés au présent article.

Les déchets banals sont composés de bois, papier, verre, textile, plastique, ferrailles, caoutchouc... ; ils ne sont pas pollués par des produits présentant un risque d' atteinte particulière pour l'environnement.

Les déchets dangereux (DD) et les déchets industriels spéciaux (DIS) sont définis par le décret n°2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets.

Un déchet ultime, qui résulte ou non du traitement d'un déchet, n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux.

7.2 – Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets issus de son activité, selon les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable.

En particulier, l'analyse des effets directs et indirects, temporaires et permanents de l'installation sur l'environnement et sur la santé doit présenter une description des mesures prévues pour :

- limiter à la source la quantité et la toxicité des déchets produits,
- faciliter le recyclage et l'utilisation des déchets, si cela est possible et judicieux du point de vue de la protection de l'environnement,
- s'assurer, à défaut, du traitement ou du pré traitement des déchets pour en extraire la plus grande part valorisable ou en réduire les dangers potentiels.

Les déchets et les différents résidus produits doivent être entreposés séparément avant leur utilisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les déchets dangereux générés par l'activité de l'usine sont caractérisés et quantifiés par l'exploitant. En particulier, pour chaque déchet dangereux, l'exploitant établit une fiche d'identification du déchet qui est régulièrement tenue à jour et qui comporte les éléments suivants :

- le code et la dénomination du déchet,
- le procédé de fabrication dont provient le déchet,
- le conditionnement,
- le traitement d'élimination prévu,
- les caractéristiques (aspect physique, constantes physiques, composition du déchet),
- les risques présentés,
- les réactions possibles au contact d'autres matières,
- les règles à observer pour combattre un éventuel sinistre ou une réaction indésirable.

Cette fiche d'identification du déchet et ses différentes mises à jour, les résultats des contrôles effectués, les observations faites sur le déchet, les bordereaux de suivi de déchets industriels renseignés par les centres éliminateurs sont réunis dans un dossier et conservés en archive sans limitation dans le temps.

Pour chaque enlèvement de déchet, les renseignements minimaux suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement...) et conservé par l'exploitant :

- code et dénomination du déchet,
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur).

L'exploitant organise par consigne la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement. Cette consigne, régulièrement mise à jour, est tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

7.3 — Récupération — Recyclage — Valorisation

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de recyclage et de valorisation possibles. La valorisation des déchets dangereux issus de l'activité de l'usine, en valorisation matière ou en valorisation énergétique, est autorisée ; des procédures internes simplifiées d'acceptation, de réception, de contrôle, d'admission et de suivi, au même titre que les déchets provenant de l'extérieur, sont appliquées par l'exploitant.

Le tri des déchets industriels banals doit être effectué, en interne ou en externe, en vue de leur valorisation. En cas d'impossibilité, justification devra en être apportée à l'inspecteur des installations classées.

Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions doivent être renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils devront être éliminés comme des déchets dangereux.

7.4 – Stockages

Toutes précautions sont prises pour que :

- les dépôts soient tenus en état constant de propreté,
- les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs, envols...),
- les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosibles,
- les déchets et résidus produits soient stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution.

Les stockages de déchets dangereux sont réalisés sur des aires dont le sol est imperméable et résistant aux produits qui y sont déposés. Ces aires, nettement délimitées, sont conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels.

Pour prévenir le lessivage par les eaux météoriques et toute pollution des eaux superficielles et souterraines, ces aires sont couvertes.

Pour les déchets dangereux, l'emballage porte systématiquement des indications claires permettant de connaître la nature du contenu.

Les déchets peuvent être conditionnés dans les emballages en bon état, ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment), sous réserve que :

- il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage,
- les marques d'origine des emballages ne prêtent pas à confusion quant aux déchets contenus,
- ils soient stockés sur des aires couvertes et ne puissent pas être gerbés sur plus de 2 hauteurs.

7.5 – Elimination des déchets

L'élimination des déchets qui ne peuvent pas être valorisés, doit être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet. L'exploitant établit un bilan annuel récapitulant les quantités éliminées et les filières retenues, transmis à l'inspection des installations classées.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite. Cependant, il peut exceptionnellement être dérogé à cette prescription en ce qui concerne les déchets non souillés par des substances nocives ou toxiques (papier, palette, etc...) lorsque ces derniers sont utilisés comme combustibles lors des "exercices incendie" à l'usage du personnel.

Les emballages industriels sont éliminés conformément aux dispositions du décret n°94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

L'exploitant doit pouvoir justifier, pour l'éventuel stockage en centre d'enfouissement technique, du caractère ultime des déchets.

Article 8 : Surveillance des rejets et de l'impact sur l'environnement

81— Conditions générales de la surveillance des rejets

Les mesures destinées à déteixniner les concentrations de substances polluantes dans l'air et dans l'eau doivent être effectuées de manière représentative et, pour les polluants atmosphériques, conformément aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté du 4 septembre 2000 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur. Les normes nationales sont indiquées en annexe I a de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent.

Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181 relative à l'assurance qualité des systèmes de mesurage automatique, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.

8.2 — Surveillance des rejets atmosphériques

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

La surveillance en continu porte sur certains paramètres définis en **Annexe 4**.

L'exploitant doit en outre faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité Français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une surveillance périodique des émissions gazeuse suivant la périodicité définie en **Annexe 4**.

8.3 – Surveillance des rejets aqueux

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. La surveillance réalisées par l'exploitant porte sur certains paramètres définis en **Annexe 5**.

8.4 – Surveillance de la qualité des aquifères

L'exploitant installe autour du site un réseau de contrôle de la qualité de la nappe d'accompagnement de l'Armançon.

Ce réseau est constitué d'au moins trois piézomètres ou puits de contrôle pénétrant d'au moins 2 mètres dans la nappe phréatique, un situé en amont hydraulique du site, deux en aval hydraulique. Ces puits sont réalisés conformément aux bonnes pratiques et aux normes en vigueur.

La surveillance réalisées par l'exploitant porte semestriellement (une fois en période de basses et de hautes eaux) sur les paramètres suivants : pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, COT.

Une fois tous les cinq ans, en période de basses eaux, et pour la première fois en 2007 au plus tard, l'exploitant étend les paramètres analysés aux composés suivants : nitrites, nitrates, azote total, sulfates, phosphates, potassium, sodium, calcium, magnésium, manganèse, Sb, Co, V, Tl, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, DCO, AOX, PCB, BTX, HAP, DBO₅, coliformes fécaux, coliformes totaux, streptocoques fécaux, présence de salmonelles.

Les méthodes d'analyse utilisées doivent être conformes aux bonnes pratiques en la matière et aux normes en vigueur.

L'inspection des installations classées est immédiatement informée de toute évolution significative d'un paramètre mesuré.

8.5 – Surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage de l'installation

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement, concernant au moins les dioxines et les métaux.

Les modalités de ces contrôles sont définies et portées à la connaissance de l'inspection des installations classées et formalisées dans un plan de surveillance environnementale (description des différents points de prélèvements et/ou mesures, modalités de prélèvements, type et fréquence des mesures et analyses,...).

Les points de mesures et de prélèvements sont choisis dans les zones de retombées maximales des émissions (cf étude de dispersion).

Le plan de surveillance comporte également au moins un point de prélèvement « témoin » dans un secteur non exposé.

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant. Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport prévu à l'article 10.2.

8.6 – Odeurs

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Article 9 : Conditions d'admission des déchets

9.1 – Caractéristiques des déchets admis

Les déchets admissibles pour l'incinération ou la valorisation matières sont les déchets solides, pâteux ou liquides visés à l'**Annexe 6**.

L'admission et la réception de nouveaux déchets peuvent être autorisés, par arrêté complémentaire pris dans les formes de l'article 18 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977, après que l'exploitant ait procédé à des essais de qualification, selon un protocole défini en **Annexe 8**.

Les déchets dont une ou plusieurs caractéristiques répondent aux critères énumérés ci-dessous sont interdits en terme d'admission sur le site :

- les déchets radioactifs, explosifs ou contenant des substances explosibles,
- les oxydants puissants, peroxydes et perchlorates,
- les déchets contenant des PCB, PCT en teneur supérieure à 50 ppm,
- les déchets dangereux contenant du soufre en teneur supérieure à 5 000 ppm (8 000 ppm pour les H.U),
- les farines animales infectées par l'ESB, les déchets pollués par des germes pathogènes,
- les déchets dont le pH est inférieur à 3 ou supérieur à 12 (hors valorisation matière),
- les déchets pharmaceutiques (au sens des produits médicamenteux),
- les déchets à teneur en chlore supérieure à 4 %,
- les déchets dangereux contenant plus de 1 % des autres halogènes (fluor + brome + iode),
- les déchets non dangereux dont la teneur en soufre est supérieure à 4 %,
- les déchets dangereux contenant plus de 10 mg/kg de mercure et ses composés,
- les déchets dangereux contenant plus de 100 mg/kg de cadmium, thallium, mercure et leurs composés,
- les déchets dangereux contenant plus de 2 500 mg/kg de métaux lourds (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V ; cadmium, thallium, mercure et leurs composés),
- les déchets dont le point éclair est inférieur à – 30 °C,

Toutefois, chaque type de déchet admis peut faire l'objet de conditions spécifiques d'admission, définies en **Annexe 6**.

Les caractéristiques des déchets pouvant être incinérés sont les mêmes que celles qui déterminent l'admission du déchet sur le site, à l'exception du chlore : les déchets incinérés doivent présenter une teneur en chlore $< 2 \%$. L'exploitant est capable de justifier à tout moment le respect de ces valeurs limites d'incinération, notamment à travers les contrôles prévus à l'article 9.6.3.

L'admission et la réception des déchets en provenance du territoire national doit se conformer aux plans d'élimination régionaux et départementaux en vigueur.

L'admission et la réception de déchets en provenance de l'étranger doit se conformer aux dispositions réglementaires applicables en la matière, en particulier les plans d'élimination des déchets et le règlement modifié du Conseil n° 259/93 du 01.02.93 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la communauté européenne.

9.2 – Livraison et réception des déchets

L'exploitant de l'installation de co-incinération prend toutes les précautions nécessaires en ce qui concerne la livraison et la réception des déchets dans le but de prévenir ou de limiter dans toute la mesure du possible les effets négatifs sur l'environnement, en particulier la pollution de l'air, du sol, des eaux de surface et des eaux souterraines, ainsi que les odeurs, le bruit et les risques directs pour la santé des personnes.

L'exploitant détermine la masse de chaque catégorie de déchets. A cette fin, un pont-bascule muni d'une imprimante, ou tout autre dispositif équivalent, doit être installé à l'entrée du site. Sa capacité doit être d'au moins 50 tonnes.

Une aire d'attente intérieure doit être aménagée pour permettre le stationnement des véhicules durant les contrôles d'admission des déchets dangereux précisés à l'article 9.5.

Les conditions d'accès des véhicules de lutte contre l'incendie sont prises en compte dans l'aménagement de l'installation. Un équipement de détection de la radioactivité doit permettre le contrôle des déchets admis.

Tout déchet mentionné à l'**Annexe 6** sous réserve des conditions définies à l'article 9.1. ci-dessus peut être incinéré dans l'installation conforme aux dispositions du présent arrêté.

9.3 – Information préalable

Avant d'admettre un déchet dans l'installation, l'exploitant doit demander au producteur de déchets ou, à défaut au détenteur, une information préalable. Cette information préalable précise pour chaque type de déchet destiné à être incinéré :

- la provenance, et notamment l'identité et l'adresse exacte du producteur,
- les opérations de traitement préalable éventuellement réalisées sur le déchet,
- la composition chimique principale du déchet ainsi que toutes les informations permettant de déterminer s'il est apte à subir le traitement d'incinération prévu,
- pour les déchets dangereux, les teneurs en PCB-PCT, chlore, fluor, soufre, métaux lourds et PCP et en tout autre substance faisant l'objet d'une valeur limite d'admission dans le présent arrêté,

- les modalités de la collecte et de la livraison,
- les risques inhérents aux déchets, les substances avec lesquelles ils ne peuvent pas être mélangés, les précautions à prendre lors de leur manipulation,
- et toute information pertinente pour caractériser le déchet en question.

L'exploitant peut, au vu de cette information préalable, solliciter des informations complémentaires sur le déchet dont l'admission est sollicitée et refuser, s'il le souhaite, d'accueillir le déchet en question.

Il peut, le cas échéant, solliciter l'envoi d'un ou plusieurs échantillons représentatifs du déchet et réaliser ou faire réaliser, à la charge du producteur ou du détenteur, selon les termes définis avec lui, toute analyse pertinente pour caractériser le déchet.

9.4 – Certificat d'acceptation préalable

L'exploitant se prononce alors, au vu des informations ainsi communiquées par le producteur ou le détenteur et d'analyses pertinentes réalisées par ces derniers, lui-même ou tout laboratoire compétent, sur sa capacité à incinérer le déchet en question dans les conditions fixées par le présent arrêté. Il délivre à cet effet soit un certificat d'acceptation préalable, soit un refus de prise en charge.

Le certificat d'acceptation préalable consigne les informations contenues dans l'information préalable à l'admission ainsi que les résultats des analyses effectuées sur un échantillon représentatif du déchet. Outre les analyses relatives aux paramètres faisant l'objet de critères d'admission, les tests suivants sont réalisés :

- la composition chimique principale du déchet brut ;
- le pouvoir calorifique pour les déchets énergétiques ;
- pour les déchets dangereux, la teneur en PCB-PCT, chlore, fluor, soufre, métaux lourds et PCP ;.

Un déchet ne peut être admis dans l'installation qu'après délivrance par l'exploitant au producteur d'un certificat d'acceptation préalable. Pour les déchets dangereux cette acceptation préalable a une validité d'un an et doit être conservée au moins un an de plus par l'exploitant. L'ensemble des acceptations préalables adressées pour les déchets admis sur un site fait l'objet d'un registre chronologique détaillé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Lors du renouvellement du certificat d'acceptation préalable des déchets dangereux visés en **Annexe 6**, l'analyse des PCT et PCP n'est pas obligatoire si les informations relevées dans le certificat d'acceptation préalable initial font état de l'absence de PCT ou PCP. De même, l'analyse du fluor n'est pas obligatoire si des contrôles réalisés dans le cadre d'un programme de suivi de la qualité ont confirmé la constance de ce paramètre.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise dans ce recueil les raisons pour lesquelles il a refusé l'admission d'un déchet.

9.5 – Contrôles d'admission

9.5.1 – Déchets dangereux – Cas général

L'exploitant doit disposer des moyens humains et techniques nécessaires pour se prononcer sur l'acceptation des déchets et vérifier la conformité de ceux-ci par rapport aux dispositions définies ci-dessous.

A l'arrivée sur le site, et avant déchargement, toute livraison de déchet doit faire l'objet de la prise d'au moins deux échantillons représentatifs du déchet et d'une vérification :

- de l'existence d'un certificat d'acceptation préalable ;
- le cas échéant, de la présence d'un bordereau de suivi établi en application des dispositions de l'arrêté du 7 juillet 2005 en application du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 ;
- le cas échéant, de la présence des documents exigés aux termes du règlement (CEE) no 259/93 du Conseil du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne ;
- d'une pesée du chargement ;
- de la teneur en chlore, fluor, soufre, métaux lourds, PCB-PCT et PCP ;
- du pouvoir calorifique pour les déchets à valoriser énergétiquement ;
- du contrôle de l'absence de radioactivité.

Toutefois :

- l'analyse de PCT et PCP n'est obligatoire que si les informations relevées dans le certificat d'acceptation préalable initial font état de la présence de PCT ou PCP, ou ne permettent pas à l'exploitant de conclure sur leur absence, si les analyses doivent toujours être effectuées préalablement au déchargement du camion, celles-ci peuvent pour tout ou partie être réalisées dans des laboratoires externes au site, dans le cadre d'un programme de suivi de la qualité,
- le contrôle de l'absence de radioactivité et du fluor n'est pas exigé pour les déchets de nature relativement constante en provenance d'un nombre restreint de producteurs et si des contrôles sont réalisés dans le cadre d'un programme de suivi de la qualité,
- des vérifications particulières à effectuer sur certains déchets sont précisées, le cas échéant, en **Annexe 6**.

Un des échantillons est conservé au moins trois mois à la disposition de l'inspection des installations classées dans des conditions de conservation et de sécurité adéquates.

En cas de non-conformité avec le certificat d'acceptation préalable et les règles d'admission dans l'installation, le chargement doit être refusé. Dans ce cas, l'inspection des installations classées est prévenue sans délai.

Lorsque les déchets sont livrés conditionnés, un contrôle de tout chargement individualisé arrivant sur le site est impératif.

9.5.2 – Déchets dangereux – Cas particuliers

Pour certaines catégories de déchets des contrôles différents de ceux évoqués au paragraphe 9.5.1_ peuvent être réalisés.

Ces contrôles réalisés dans le cadre d'un programme de suivi de la qualité (plan d'assurance de la qualité défini à l'**Annexe 7**) doivent comporter à minima une vérification **sur chaque réception** :

- de l'existence d'un certificat d'acceptation préalable ;
- le cas échéant, de la présence d'un bordereau de suivi établi en application des dispositions de l'arrêté du 7 juillet 2005 en application du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 ;
- le cas échéant, de la présence des documents exigés aux termes du règlement (CEE) no 259/93 du Conseil du 1 février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne ;
- d'une pesée du chargement ;
- de la teneur en chlore ;
- du pouvoir calorifique pour les déchets à valoriser énergétiquement.

Ce programme de suivi de la qualité doit préciser le nombre maximum de livraisons du déchet concerné pouvant être effectué entre 2 analyses de réception consécutives et la périodicité minimum des analyses de réception.

Ce programme doit notamment comprendre un engagement du producteur du déchet sur la qualité et la régularité du déchet. A cet effet, le producteur et l'exploitant doivent établir un cahier des charges du déchet reprenant les paramètres physico-chimiques du certificat d'acceptation préalable et précisant les plages de variation possible de ces paramètres.

Préalablement à la possibilité ci-dessus, l'exploitant doit communiquer à l'inspection des installations classées son programme de suivi de la qualité, et ce pour les différents types de déchets concernés, et, justifier son programme de vérification simplifiée.

Pour les déchets dangereux ne répondant pas aux critères de l'**Annexe 7**, les contrôles d'admission doivent tous être effectués conformément à l'article 9.5.1.

9.5.3 – Déchets non dangereux

A l'arrivée sur le site, toute livraison de déchets non dangereux fait l'objet :

- d'une vérification de la conformité documentaire de la livraison avec l'information préalable,
- d'une prise d'échantillon représentative du déchet, lequel sera conservé au moins trois mois à la disposition de l'inspection des installations classées dans des conditions de conservation et de sécurité adéquates,
- d'une pesée du chargement,
- d'une analyse par lot du chlore et du pouvoir calorifique pour les déchets à valoriser énergétiquement. La nature du lot doit être précisée pour chaque déchet en **Annexe 6**.

Le transport des farines animales doit être confié et réalisé par des entreprises respectant les dispositions du décret n°98.679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route des déchets.

Toute livraison de farines animales doit être accompagnée d'un laissez-passer vétérinaire établi par la Direction des services vétérinaires, pour autant que cette pratique reste en vigueur.

9.5.4 — Déchets non dangereux — Cas particuliers

Pour certaines catégories de déchets des contrôles différents de ceux évoqués au paragraphe 9.5.3. peuvent être réalisés.

Ces contrôles réalisés dans le cadre d'un programme de suivi de la qualité doivent comporter à minima une vérification **sur chaque réception** :

- d'une vérification de la conformité documentaire de la livraison avec l'information préalable ;
- d'une pesée du chargement

9.6 — Suivi des déchets

9.6.1 Registres d'admission et de refus d'admission

L'exploitant doit tenir en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre d'admission où il doit consigner, pour chaque véhicule apportant des déchets dangereux :

- la date et l'heure de la réception ;
- l'identité du producteur ou, à défaut, du détenteur ;
- le lieu de provenance ;
- la nature du produit déclaré par le producteur suivie du numéro de la nomenclature ;
- le N° du certificat d'acceptation préalable correspondant ;
- le tonnage et la nature des déchets ;
- le lieu de stockage retenu ;
- l'identité du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- le résultat des contrôles d'admission définis plus haut.

L'exploitant doit tenir en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre de refus d'admission où il note toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des déchets dangereux, en précisant les raisons du refus.

L'exploitant doit reporter également sur le registre d'admission, ou sur un registre complémentaire qui lui est précisément rattaché, les résultats de toutes les analyses effectuées sur les déchets dangereux admis sur son site. L'absence de ces informations doit conduire au refus de prise en charge de la livraison.

9.6.2 Dossiers déchets

L'exploitant doit tenir, pour chaque client et pour chaque déchet autorisé, un dossier où doivent être archivés sur une durée de 5 ans minimum :

- la fiche descriptive initiale ainsi que tous les résultats d'analyses et de contrôles qui ont pu être effectués avant délivrance des certificats d'acceptation préalable,
- le certificat d'acceptation,
- les résultats des contrôles à l'arrivée du déchet et les observations liées,
- les bordereaux de suivi des déchets.

L'exploitant doit également avoir à sa disposition un dossier comportant les documents permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans son établissement.

9.6.3 Contrôles

L'exploitant est tenu de réaliser sur des échantillons prélevés quotidiennement dans chacune des cuves d'injection et procéder à la détermination des paramètres suivants : chlore, eau, PCI, métaux lourds.

L'exploitant est tenu de faire procéder, par un organisme tiers, de manière inopinée, à fréquence semestrielle, au prélèvement d'un échantillon représentatif du mélange de déchets liquides contenu dans chaque cuve de stockage et à l'analyse desdits échantillons par un laboratoire indépendant, choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Les résultats des analyses doivent être communiquées mensuellement ou dès réception à l'inspection des installations classées et conservés pendant au moins 5 ans par l'exploitant.

L'inspection des installations classées peut également procéder ou faire procéder à tout moment à des prélèvements et analyses sur les déchets stockés ou entrant sur le site. Les frais en résultant sont à la charge de l'exploitant.

9.7 – Stockage des déchets admis sur le site

9.7.1 – Déchets non dangereux

Tous les déchets pâteux ou solides susceptibles d'engendrer des risques de pollution des eaux et des sols par égouttage et lixiviation doivent être stockés soit en silo, soit dans des fosses ou sur aires étanches, formant rétention, au besoin couvertes.

Les eaux pluviales récupérées sur ces aires de stockage doivent être évacuées par gravité, collectées pour être stockées dans une fosse placée en rétention ou équivalent (double confinement). Cette fosse doit, en outre, être équipée d'un contrôle de niveau avec déclenchement d'alarme niveau haut. Les eaux recueillies peuvent, sous réserve du respect des critères d'acceptabilité, être éliminées par injection dans le four cimentier ; dans le cas contraire, elles doivent être éliminées dans des installations régulièrement autorisées et aptes à les recevoir.

Les déchets solides, combustibles, sensibles à l'eau, doivent être stockés dans des installations couvertes ou dans des équipements fermés. Des dispositions constructives ou d'exploitation doivent être mises en oeuvre pour éviter l'envol et la dispersion par le vent.

Les déchets solides pulvérulents réceptionnés et destinés à être stockés en silos doivent être livrés par citernes étanches et leur déchargement effectué par transfert pneumatique. Le dépotage au sol est interdit. Toutes dispositions doivent être prises pour retenir et collecter une fuite de produit. Les matières provenant de ces fuites éventuelles doivent être réintroduites dans le circuit d'incinération ou de recyclage en valorisation.

Les silos contenant des matières susceptibles de créer une atmosphère explosible doivent être équipés, à minima, d'une sonde de température, d'un clapet d'explosion et d'un dispositif d'extraction d'air.

Pour les déchets susceptibles de s'enflammer par auto-combustion, notamment les déchets à base d'oxydes de fer, un dispositif approprié de surveillance de la température doit être mis en place afin de prévenir tout risque d'inflammation de ces déchets. De plus, des moyens de lutte contre un incendie doivent être mis en place à proximité de ces stockages.

9.7.2 – Déchets dangereux

Généralités

Les stockages doivent être conçus de manière à ce que les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs.

Les dispositions, telles que séparation des capacités de rétention, nettoyage fréquent de ces capacités sont prises pour que les égouttures et écoulements accidentels de nature incompatible ne puissent se mêler.

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des déchets stockés, ainsi qu'un plan général des stockages. Cet état est disponible en salle de contrôle afin d'être communiqué aux services de secours extérieurs en cas de sinistre. Cet état peut être informatisé, mais imprimable, issu des données du contrôle commande.

Les stockages de déchets pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Les stockages de déchets présentant des risques d'explosion sont ventilés en tant que de besoin et ceci afin d'éviter la création d'atmosphère explosive. Le chauffage et l'éclairage par des appareils à feu nu sont interdits.

L'exploitant contrôle la variation de ces divers stockages de déchets et reporte l'infolluation en salle de contrôle.

Le transit de déchets n'est pas autorisé.

Déchets liquides en réservoirs fixes

Une capacité de rétention représentant la capacité d'un chargement est associée au poste de dépotage sans pouvoir être inférieure à 32 m³.

Les véhicules routiers doivent être placés de telle sorte qu'ils puissent repartir sans manoeuvre. Le chauffeur doit dès la mise en place, serrer le frein de parcage ou immobiliser le véhicule à l'aide de cales facilement escamotables, placer le levier de vitesse au point mort.

Le conducteur doit rester présent pendant toute la durée des opérations de chargement ou de déchargement. La durée de celles-ci est aussi limitée que possible. Les véhicules quittent le voisinage immédiat du dépôt dès ces opérations achevées.

Avant de dépoter l'exploitant s'assure de la compatibilité du chargement avec les déchets déjà réceptionnés et s'assure également que l'opération est mécaniquement possible (capacité de stockage suffisante).

Il effectue en tant que de besoin un test de compatibilité. Dans ce cas, il doit contrôler l'absence de réactions. En cas de réaction (dégazage, variation notable de température, prise en masse, ...) il dirige le chargement vers un autre stockage ou à défaut définit par consigne les conditions de dépotage et de transfert (limitation du débit, ...).

Avant toute opération de dépotage de déchets inflammables le véhicule doit être mis à la terre.

Les cuves d'injection de G 3000 sont équipées d'un système d'homogénéisation, sauf les cuves de stockage des huiles usagées.

Tous les événements des cuves de réception et des stockages de G 3000 sont captés. Après captation, les gaz d'événements sont acheminés avec l'air de combustion vers la ligne de cuisson du four où ils sont détruits. L'installation de ventilation est dimensionnée afin que la concentration des gaz d'événements soit toujours plus basse que la limite inférieure d'explosivité.

Les cuves sont équipées d'indicateurs et d'alarmes de niveau haut afin d'éviter des échappements liquides dans le réseau de collecte des événements.

Les réservoirs, les récipients et leurs accessoires sont contrôlés visuellement tous les mois et avant chaque remise en service en cas d'interruption supérieure à quinze jours. Ils sont inspectés tous les trois ans (visite approfondie avec contrôles non destructifs).

Déchets solides ou pâteux en vrac ou en fûts

Les stockages de déchets solides ou pâteux livrés en vrac et susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et couvertes. Toutefois, ces aires peuvent ne pas être couvertes si les eaux de ruissellement sont intégralement récupérées.

Les stockages de déchets solides ou pâteux livrés en fûts, sont effectués sur des aires de rétention étanches.

L'empilement des fûts est limité à 3 hauteurs si les fûts sont palettisés et en bon état, et à 2 hauteurs dans tous les autres cas. La stabilité mécanique des stockages doit être assurée.

Les dépôts sont conçus de manière à permettre l'accès facile aux divers récipients et la libre circulation entre les piles de fûts.

Toutes dispositions sont prises pour qu'un déchet (en vrac ou en fûts) ne séjourne en stock plus de 90 jours et puisse être identifié.

Article 10 : Informations sur le fonctionnement des installations

10.1 — Informations sur le fonctionnement des installations

Les registres d'admission ou de refus d'admission des déchets doivent être conservés pendant cinq ans.

Les enregistrements de la température de la voûte de la grille Lepol et les résultats des mesures effectuées en application de l'article 8 doivent être conservés pendant cinq ans. Les résultats des analyses prévues par le présent arrêté doivent être transmis :

mensuellement, pour les mesures de température de la voûte de la grille Lepol, les mesures prescrites à l'article 8.2. et à l'article 8.3., accompagnées de commentaires sur les causes de dépassement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Notamment, les résultats des analyses en continu doivent être adressés en cas

de dépassement des valeurs fixées à l'article 5.4.1. et sont accompagnés de tous commentaires utiles,

à réception par l'exploitant, pour les résultats des mesures périodiques effectuées en application des articles 8.2. et 8.3., et pour les mesures réalisées en application des articles 8.4. et 8.5.

Les résultats des autres mesures doivent être adressés annuellement à l'inspection des installations classées, sauf cas particuliers. Le refus de prise en charge d'une livraison de déchets doit être signalé sans délai à l'inspection des installations classées.

10.2 – Rapport annuel d'activité

Une fois par an, l'exploitant doit adresser à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations dont la communication est prévue à l'article 1.0.1. ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public.

Le rapport doit préciser le pourcentage de contribution thermique (pourcentage de l'énergie entrante apporté par l'incinération des déchets), en distinguant déchets dangereux et déchets non dangereux.

Le rapport annuel d'activité doit comporter également les résultats des analyses de suivi de la concentration en légionelles telles qu'elles sont prévues au titre VII du présent arrêté. Ces résultats doivent être accompagnés de commentaires sur :

- les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration 1 000 unités formant colonies par litre d'eau en *Legionella specie*,
- les actions correctives prises ou envisagées,
- les effets mesurés des améliorations réalisées.

Le bilan de l'année N-1 doit être établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 30 avril de l'année N.

10.3 – Information du public

Conformément au décret du 29 décembre 1993 susvisé, l'exploitant doit adresser chaque année au préfet du département et au maire de la commune d'implantation de son installation un dossier comprenant les documents précisés à l'article 2 du décret précité. Ce document peut-être le même que celui prévu au 10.2 ci-dessus pour autant qu'il contienne l'intégralité des éléments exigés.

Article 11 : Sécurité des installations

111– Dispositions générales

11.1.1. – Contrôle de l'accès et gardiennage

Les parties de l'installation où sont entreposés et incinérés des déchets dangereux doivent être clôturées par un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres ou, à défaut, l'ensemble de l'installation.

La clôture doit être efficacement accessible à l'intérieur de l'établissement de façon à contrôler fréquemment son intégrité.

Un accès principal et unique doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel. Les issues ouvertes des installations d'entreposage et d'incinération de déchets doivent être surveillées et gardées pendant les heures d'exploitation. Elles doivent être fermées en dehors de ces heures.

Une surveillance doit être assurée en permanence, et l'exploitant doit établir une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles assurés par son personnel.

Le personnel de conduite chargé de la surveillance doit être familiarisé avec les installations et les risques encourus, et doit recevoir à cet effet une formation particulière. Il doit être équipé de moyens de communication pour diffuser l'alerte.

11.1.2. — Localisation des risques et zones de sécurité

L'exploitant doit recenser, sous sa responsabilité, les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, ainsi que des procédés utilisés, sont susceptibles d'être à l'origine de sinistres pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'environnement.

L'exploitant doit déterminer pour chacune de ces parties, dites zones de sécurité, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Il doit tenir à jour un plan de ces zones.

Les zones de sécurité doivent être signalées et la nature du risque et les consignes à observer doivent être indiquées à l'entrée des zones et si nécessaire rappelées à l'intérieur.

En particulier dans les zones de risques incendie et atmosphère explosible, l'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée.

Sauf dispositions compensatoires, tout bâtiment comportant une zone de sécurité doit être considéré dans son ensemble comme zone de sécurité.

Les zones de sécurité doivent être munies de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer.

11.1.3. — Règles de circulation

L'exploitant doit fixer les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles doivent être portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (par exemple panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes....).

En particulier, les dispositions appropriées doivent être prises pour éviter que les véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leurs annexes.

Les transferts de produits dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement avec des réservoirs mobiles doivent s'effectuer suivant des parcours bien déterminés et doivent faire l'objet de consignes particulières.

11.1.4. — Accès, voies et aires de circulation

Les voies de circulation et d'accès doivent être nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages....) susceptible de gêner la circulation.

Les bâtiments doivent être accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation doivent être aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les voies doivent avoir les caractéristiques minimales suivantes :

largeur de la bande de roulement : 3,50 mètres
rayons intérieurs de giration 11 mètres
hauteur libre : 3,50 mètres
résistance à la charge : 13 tonnes par essieu

11.1.5. — Conception et aménagement des bâtiments et installations

Les bâtiments et locaux doivent être conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation doivent être aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation des personnels ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les installations ainsi que les bâtiments et locaux qui les abritent doivent être conçus de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, toute projection de matériel, accumulation ou épandage de produits, qui pourrait entraîner une aggravation du danger.

Les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 1 000 litres doivent porter de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans le règlement pour le transport des matières dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles doivent être indiqués de façon très lisible le ou les numéros de symboles de dangers correspondants aux produits stockés.

11.1.6. — Alimentation électrique

Les installations électriques doivent être réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables par des personnes compétentes. En outre, les dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980 sont applicables.

L'installation électrique et le matériel électrique utilisés doivent être appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

Les matériels et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état.

Le matériel électrique doit en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine ; un contrôle doit être effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui doit très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il doit être remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.

11.1.7. — Protection contre l'électricité statique, les courants de circulation, la foudre

Les installations de nature à porter atteinte à la sûreté, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement doivent être efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, les courants de circulation.

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre pourrait être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement doivent être protégées contre la foudre selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

11.1.8. — Salle de contrôle

La salle de contrôle doit être conçue de façon à assurer une protection suffisante des personnels et des dispositifs matériels associés à la sécurité des unités, contre les effets susceptibles de survenir dans leur environnement proche, tels l'incendie, l'explosion,

Cette protection doit être suffisante notamment pour que :

- les procédures d'arrêt d'urgence, d'isolement, puissent être mises en oeuvre jusqu'à achèvement,
- le personnel puisse prendre, en sécurité, les mesures conservatoires permettant de limiter l'ampleur du sinistre.

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant aux gaz ou émanations potentiels doivent être mis à disposition du personnel de surveillance ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques.

Ces protections individuelles doivent être adaptées aux interventions normales et aux circonstances accidentelles, et elles doivent être accessibles en toute circonstance.

Le dispositif de conduite des unités de cuisson doit être centralisé en salle de contrôle. Ce dispositif doit comporter la mesure et l'enregistrement en continu des paramètres significatifs de la sécurité des installations.

Ce dispositif de conduite doit être conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive excessive des paramètres par rapport aux conditions normales d'exploitation.

11.1.9. — Systèmes d'alarme et de mise en sécurité

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publique doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de fabrication de tout incident.

Doivent notamment être équipés de systèmes de détection et d'alarme incendie, ou de dispositifs apportant une information équivalente (caméra, mesures de température...), les équipements suivants :

- stockages de liquides et solides inflammables (combustibles classiques du four ou déchets énergétiques dangereux ou non),
- lignes de transfert des produits inflammables vers leur lieu d'injection et locaux des pompes de transfert, plancher de chauffe du four.

11.2 — Exploitation

11.2.1. — Utilités

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour assurer en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui concourent à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

11.2.2. — Vérifications périodiques

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en oeuvre ou entreposés des produits dangereux ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention doivent faire l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

11.2.3. — Consignes d'exploitation et procédures

Les consignes d'exploitation des unités, stockages et/ou équipements divers constituant un risque pour la sécurité publique doivent être obligatoirement établies par écrit et mises à la disposition des opérateurs concernés.

11.2.4. — Travaux

Sauf pour les opérations d'entretien prévues par les consignes, tous travaux de modification ou de maintenance dans ou à proximité des zones à risque inflammable toxique ou explosible, doivent faire l'objet d'un permis de travail, et éventuellement d'un permis de feu, délivrée par une personne compétente autorisée par l'exploitant.

Ce permis précise :

- la nature des risques,
- la durée de sa validité,
- les conditions de mise en sécurité de l'installation,
- les contrôles à effectuer, avant le début, pendant et à l'issue des travaux,
- les moyens de protections individuelles et les moyens d'intervention à la disposition du personnel (appartenant à l'établissement ou à une entreprise extérieure) effectuant les travaux,

11.3 — Moyens de secours et d'intervention

11.3.1. — Consignes générales de sécurité

Des consignes écrites doivent être établies pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel aux moyens de secours extérieurs.

11.3.2. – Lutte contre l'incendie

En cas de sinistre, les engins de secours doivent pouvoir intervenir sous au moins deux angles différents.

L'installation doit être pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de produits et de déchets entreposés ainsi qu'aux risques à défendre, et au moins

- d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil de type 21 A pour 250 m² de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepôt...) ;
- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques ;
- d'extincteurs à poudre (ou équivalent), type 55b près des installations de liquides et gaz inflammables. Les extincteurs sont placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances ;

Les installations doivent être aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en oeuvre des moyens des sapeurs-pompiers.

L'exploitant doit établir un plan de lutte contre un sinistre, comportant notamment les modalités d'alerte, la constitution et la formation d'une équipe de première intervention, les modalités d'évacuation, les modalités de lutte contre chaque type de sinistre et les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs. Ce plan de lutte doit comporter un paragraphe spécifique concernant les risques d'inondation par débordement de l'Armançon.

Des consignes particulières relatives à la prévention des risques doivent être établies, tenues à jour et, présentées, commentées, mises à disposition du personnel et consultables. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction, en fonctionnement normal, d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones d'entreposage des déchets combustibles,
- les mesures à prendre en cas de défaillance d'un système de traitement et d'épuration,
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses,
- les moyens à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte,
- les moyens et situations d'urgence pour la mise en sécurité des installations.

Le stationnement des véhicules de transport dans l'enceinte de l'installation n'est autorisé que pendant le temps de réalisation des contrôles d'admission fixés à l'article 9.5. et de déchargement. Les issues et les voies de circulation doivent rester dégagées en permanence.

En complément aux dispositions ci-dessus, les zones de risques incendie, déterminés au paragraphe 11.1.2, doivent comporter des moyens de lutte contre l'incendie renforcés tels que des robinets d'incendie armés normalisés permettant de couvrir l'ensemble des zones, installés près des accès, des extincteurs à poudre, des installations fixes de refroidissement.

L'établissement doit disposer d'un service de sécurité placé sous l'autorité directe du directeur de l'établissement ou de l'un de ses adjoints. Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention doivent pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

11.3.3. – Ressources en eau et mousse

Le débit et la pression d'eau du réseau fixe d'incendie sont normalement assurés par des moyens de pompage propres à l'établissement.

Les sections des canalisations constituant le réseau d'incendie doivent être calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le réseau doit être établi de façon à assurer l'alimentation en eau en cas d'incendie ; il doit comporter des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture soit isolée.

Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau doivent être munis de raccords normalisés ; ils doivent être judicieusement répartis dans l'établissement, en particulier au voisinage des divers emplacements de mise en oeuvre ou de stockage de liquides ou solides inflammables.

L'établissement doit disposer en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie. Il doit utiliser en outre deux sources d'énergie distinctes. Un des groupes de pompage doit être spécifique au réseau incendie.

11.4 – Zones de risques incendie

11.4.1. – Détection incendie

Les locaux comportant des zones de risques incendies doivent être équipés d'un réseau de détection incendie ou de tout autre système de surveillance approprié.

Tout déclenchement du réseau de détection incendie doit entraîner une alarme sonore et lumineuse reportée au niveau de la salle de contrôle des installations de cuisson.

11.4.2. – Comportement au feu des structures métalliques

Les éléments porteurs des structures métalliques doivent être protégés de la chaleur, lorsque leur destruction est susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre, ou peut compromettre les conditions d'intervention.

11.4.3. – Dégagements

Dans les locaux comportant des zones de risque incendie, les portes doivent s'ouvrir facilement dans le sens de l'évacuation. Entre deux zones à risque d'incendie contiguës, elles doivent être pare-flamme une demi-heure et à fermeture automatique.

11.4.4. – Désenfumage

Le désenfumage des locaux à risques d'incendie doit pouvoir s'effectuer par des ouvertures situées dans le quart supérieur de leur volume. La surface totale des ouvertures ne doit pas être inférieure au 1/200 de la superficie de ces locaux.

L'ouverture des équipements de désenfumage doit pouvoir se faire manuellement, y compris dans le cas où il existerait une ouverture à commande automatique. Les commandes des dispositifs d'ouverture doivent facilement être accessibles.

11.4.5. – Prévention

Dans les zones de risques incendie, sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles (chalumeaux, appareils de soudage, etc...).

Cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en oeuvre de flammes ou d'appareils tels que ceux visés ci-dessus doivent être entrepris dans ces zones, ils feront l'objet d'un "permis feu" délivré conformément aux dispositions de l'article 11.2.4.

L'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée dans les zones de risques incendie.

11.4.6. – Formation du personnel

L'exploitant doit veiller à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel.

Une formation particulière doit être assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des unités.

Cette formation doit notamment comporter :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en oeuvre,
 - les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
 - des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité, et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Pour ces mêmes installations, une formation particulière doit être dispensée au personnel non affecté spécifiquement aux unités, mais amené à intervenir dans celles-ci, que ce personnel soit salarié ou non de l'exploitant. La formation reçue (cours, stage, exercices, ...) par le personnel de l'entreprise et par le personnel intérimaire doit faire l'objet de documents archivés.

TITRE III

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX STOCKAGES AERIENS DE LIQUIDES INFLAMMABLES (G 3000, G 2000 et huiles usagées)

Article 12 : Dispositions générales

L'accès aux différents dépôts doit être convenablement interdit à toute personne étrangère à leur exploitation.

Chaque réservoir ou ensemble de réservoirs ou de récipients doit être associé à une cuvette de rétention bétonnée, étanche (vitesse de pénétration des liquides : $<10 \text{ m/s}$), qui doit être maintenue propre.

Un dispositif de classe MO (incombustible), étanche en position fermée et commandé de l'extérieur de la cuvette de rétention, doit permettre l'évacuation des eaux. Lorsque les cuvettes de rétention doivent être délimitées par des murs, ce dispositif doit présenter la même stabilité au feu que ces murs.

Les murs constituant les parois des cuvettes de rétention ne doivent pas dépasser 3 mètres de hauteur par rapport au niveau du sol extérieur. Ils doivent résister durant toute la durée d'un incendie à la poussée des produits susceptibles d'être retenus et accumulés. Les traversées de murets par des canalisations doivent être jointoyées par des produits coupe-feu.

Toutes les canalisations qui ne sont pas strictement nécessaires à l'exploitation des dépôts ou à leur sécurité doivent être exclues de ceux-ci.

Article 13 : Caractéristiques des réservoirs

Les réservoirs doivent porter en caractères lisibles la dénomination du liquide renfermé. Ils doivent être incombustibles, étanches, construits selon les règles de l'art et doivent présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels.

Les réservoirs fixes métalliques doivent être construits en acier soudable.

Article 14 : Equipements des réservoirs

Les réservoirs doivent être maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent se déplacer sous l'effet du vent, des eaux ou des trépidations.

Le matériel d'équipement des réservoirs doit être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, ...

Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Les vannes de piétement doivent être en acier ou en fonte spéciale présentant les mêmes garanties d'absence de fragilité. Ces vannes de pied de bac doivent être de type sécurité feu commandables à distance et à sécurité positive. Ces dispositions s'appliquent aux réservoirs de stockage G 3000 et huiles usagées, à l'échéance du 31 décembre 2008 au plus tard.

Les canalisations doivent être métalliques, être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques.

Chaque réservoir doit être équipé d'un dispositif permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu.

Ce dispositif ne doit pas, par sa construction et son utilisation, produire une déformation ou une perforation de la paroi du réservoir. En dehors des opérations de jaugeage, l'orifice permettant un jaugeage direct doit être fermé par un tampon hermétique. Le jaugeage est interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

Il appartient à l'utilisateur, ou au tiers qu'il a délégué à cet effet, de contrôler, avant chaque remplissage du réservoir, que celui-ci est capable de recevoir la quantité de produit à livrer sans risque de débordement.

Chaque réservoir fixe doit être équipé d'une ou plusieurs canalisations de remplissage dont chaque orifice doit comporter un raccord fixe d'un modèle conforme aux normes spécifiques éditées par l'Association Française de Normalisation, correspondant à l'un de ceux équipant les tuyaux flexibles de raccordement de l'engin de transport. En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage doit être fermé par un obturateur étanche.

Dans la traversée des cours et des sous-sols, les raccords non soudés des canalisations de remplissage ou de vidange des réservoirs doivent être placés en des endroits visibles et accessibles, ou bien ils doivent être protégés par une gaine étanche, de classe MO et résistante à la corrosion. Les canalisations enterrées doivent être double paroi.

Plusieurs réservoirs destinés au stockage du même produit peuvent n'avoir qu'une seule canalisation de remplissage s'ils sont reliés à la base et si l'altitude du niveau supérieur de ces réservoirs est la même.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice doivent être mentionnées, de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le réservoir.

Si plusieurs réservoirs sont reliés à leur partie inférieure, la canalisation de liaison doit avoir une section au moins égale à la somme de celles des canalisations de remplissage. La canalisation de liaison doit comporter des dispositifs de sectionnement permettant l'isolement de chaque réservoir.

Chaque réservoir doit être équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, d'une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des canalisations de remplissage ou de vidange et ne comportant ni vanne ni obturateur.

Ces tubes doivent être fixés à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximal du liquide emmagasiné, avoir une direction ascendante et comporter un minimum de coudes. Ces orifices doivent déboucher à l'air libre en un lieu et à une hauteur tels qu'ils soient visibles depuis le point de livraison. Ils doivent être protégés de la pluie et ne présenter aucun risque et aucun inconvénient pour le voisinage.

Dans le cas particulier des stockages de déchets liquides G 3000, les événements sont collectés, recyclés ou incinérés.

Si un réservoir est destiné à alimenter une installation (chaufferie, moteur, atelier d'emploi) il doit être placé en contrebas des appareils d'utilisation, sauf si l'installation comporte un dispositif de sécurité évitant tout écoulement accidentel de liquide par siphonnage. Une notice détaillée et un certificat d'efficacité de ce dispositif, fournis par l'installateur, doivent être conservés avec les documents relatifs à l'installation et tenus à disposition du service chargé du contrôle des installations classées.

Article 15 : Protection contre l'incendie

Les réservoirs doivent être reliés au sol par une prise de terre présentant une résistance d'isolement inférieure à 100 ohms. Par ailleurs, toutes les installations métalliques du stockage doivent être reliées par une liaison équipotentielle.

Il est interdit de provoquer ou d'apporter dans les dépôts du feu sous une forme quelconque, d'y fumer ou d'y entreposer d'autres matières combustibles. Cette interdiction doit être affichée de façon apparente aux abords des dépôts ainsi qu'à l'extérieur des cuvettes de rétention.

L'emploi d'oxygène ou d'air comprimé pour assurer par contact direct la circulation des fuels lourds est interdit. En sus des protections électriques traditionnelles, les pompes de transfert doivent être équipées d'une temporisation arrêtant le fonctionnement en cas de débit nul.

Les zones où sont susceptibles de s'accumuler des vapeurs explosibles (pomperies, caniveaux, point bas de cuvette,...) doivent être équipées de détecteurs d'hydrocarbures avec report d'alarme en salle de contrôle.

Le réseau d'eau incendie doit être sectionnable tant en ce qui concerne l'eau de protection que la solution moussante. Les stockages de déchets liquides sont équipés, pour les G 3000 de couronnes d'arrosage (eau, mousse) et, pour les G 2000, de déversoirs à mousse dans la cuvette de rétention.

Les couronnes d'arrosage fixes des bacs G 3000 doivent permettre tant l'arrosage à l'eau que le déversement de la solution moussante. Elles doivent être sectionnables séparément du réseau d'eau et du réseau d'émulsion, elles doivent être de plus sectionnables bac par bac depuis l'extérieur des cuvettes.

L'établissement doit posséder, dans un rayon de 50 mètres au moins et de 100 mètres au plus par rapport à chacun des dépôts, d'un poteau incendie normalisé de diamètres 100 mm, pouvant assurer un débit horaire de 60 m^3 , sous une pression minimale de 1 bar.

Un deuxième poteau, répondant aux mêmes caractéristiques, est disponible dans un rayon de 200 mètres au plus des dépôts.

L'établissement doit disposer de réserves d'au moins 2 000 litres de liquides émulseurs adaptés aux produits présents sur le site, disponibles en conteneurs de 1000 litres minimum.

En tout état de cause, l'exploitant doit s'assurer de réunir le matériel nécessaire à l'extinction de tous les feux susceptibles de se produire dans ses dépôts de liquides inflammables grâce à des moyens propres. Les moyens maintenus sur le site, notamment en ce qui concerne la réserve d'émulseur et sa mise en oeuvre, doivent permettre :

- l'extinction en vingt minutes et le refroidissement du réservoir du plus gros diamètre ainsi que la protection des réservoirs voisins menacés,
- l'attaque à la mousse du feu de la plus grande cuvette (bacs déduits) avec un taux d'application réduit pour contenir le feu et simultanément la protection des installations menacées par le feu dans un rayon de 50 mètres. Ces moyens doivent être opérationnels jusqu'à l'arrivée d'aide extérieure avec un minimum de 1 heure.

Article 16 : Entretien et exploitation des dépôts

L'exploitation et l'entretien du dépôt doivent être assurés par un préposé responsable. Une consigne écrite doit indiquer les modalités de l'entretien, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident et la façon de prévenir le préposé responsable. Cette consigne doit être affichée, en permanence et de façon apparente, à proximité du dépôt.

La protection des réservoirs, accessoires et canalisations contre la corrosion externe doit être assurée en permanence. Les réservoirs, accessoires et canalisations doivent faire l'objet d'une analyse des risques présentés d'où découlent des plans d'inspection permettant de s'assurer du maintien de leurs caractéristiques de résistance.

Des exercices de mise en oeuvre du matériel incendie doivent être organisés tous les ans par l'exploitant. Ils doivent donner lieu à une information préalable des services de secours et d'incendie et de l'inspection des installations classées.

TITRE IV

DISPOSITIONS APPLICABLES AU STOCKAGE ET AU BROyage DE COKE DE PETROLE

Article 17 : Comportement au feu des structures

L'atelier de broyage de coke de pétrole est ouvert sur au moins l'une de ses faces.

L'ensemble des structures porteuses doit être réalisé en matériaux incombustibles.

Les installations doivent être pourvues des dispositifs suivants :

- systèmes de détection de gaz, de chaleur, indicateurs ou annonceurs d'incendie,
- systèmes d'alarme,
- systèmes manuels et/ou automatiques de limitation de l'incendie, là où les dispositions constructives ne peuvent être réalisées.

Article 18 : Mise à la terre des équipements

Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices (armatures béton armé, parties métalliques...) doivent être mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. Les prises de terre des équipements électriques, des masses métalliques et de l'installation extérieure de protection contre la foudre doivent être interconnectées et conformes aux réglementations en vigueur.

Les vérifications périodiques de l'équipotentialité et du système de protection contre la foudre doivent être effectuées selon les normes et les réglementations en vigueur.

Article 19 : Propreté

La fréquence des nettoyages doit être fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les consignes organisationnelles.

Les installations doivent être débarrassées de tout matériel ou produit qui n'est pas nécessaire au fonctionnement de l'établissement, notamment les palettes, les sacs et autres matières inflammables, les huiles et autres lubrifiants, etc...

Article 20 : Conception pour éviter l'incendie et l'explosion

L'exploitant doit recenser, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant doit déterminer pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque doit être signalé.

Dans ces différentes parties de l'installation, les mesures de protection contre l'explosion doivent permettre une réduction de la pression maximale d'explosion à l'aide d'évents de décharge, de systèmes de suppression de l'explosion ou de parois soufflables. Ces dernières doivent pouvoir être retenues afin de ne pas provoquer d'envoi d'éléments.

Les opérations d'injection de gaz inerte dans les capacités doivent pouvoir être déclenchées manuellement depuis des endroits signalés et maintenus accessibles ou automatiquement. Les zones qui par leur volume présentent un danger d'incendie ou d'explosion sont équipées d'un dispositif d'injection de gaz inerte.

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter une explosion ou un incendie dans une installation de dépoussiérage et limiter leur propagation et leurs conséquences lorsqu'ils se produisent.

Les matériaux constituant les appareils en contact avec les produits doivent être conducteurs afin d'éviter toute accumulation de charges électrostatiques.

Les organes mécaniques mobiles doivent être protégés contre la pénétration des poussières ; ils doivent être convenablement lubrifiés.

Les organes mobiles risquant la création d'un point chaud par échauffement et susceptible d'initier un incendie ou une explosion doivent être périodiquement contrôlés.

Les moteurs doivent être équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement. Ils doivent être asservis au fonctionnement de l'installation et doivent être reliés à une alarme sonore et visuelle.

Pour le transport des produits effectué par voie pneumatique, la taille des conduites doit être calculée de manière à assurer une vitesse supérieure à 15 m/s pour éviter les dépôts ou bourrages.

TITRE V

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SUBSTANCES RADIOACTIVES

Article 22 : Sources autorisées

Le présent arrêté vaut autorisation au sens de l'article L. 1333-4 du code de la santé publique, pour les activités nucléaires mentionnées conformément au tableau ci-dessous :

Radionucléide	Groupe de radiotoxicité	Activité autorisée (Bq)	Type de source	Type d'utilisation	Lieu d'utilisation et / ou de stockage
Césium 137	3	1.11 GBq	Scellée	Mesure de niveau à poste fixe	Broyeur cru Niveau haut TM1BC
Cobalt 60	2	306 MBq	Scellée	Mesure de niveau à poste fixe	Grille Lepol Trémie à granules
Césium 137	3	1,85 GBq	Scellée	Gammadensimétrie	Refroidisseur
Césium 137	3	370 MBq	Scellée	Mesure de niveau à poste fixe ^a	Cyclone charbon
Césium 137	3	370 MBq	Scellée	Mesure de niveau à poste fixe	Broyage charbon Trémie sous filtre
Nickel 63	3	370 MBq	Scellée	Chromatographie	Laboratoire
Fer 55	3	740 MBq	Scellée	Fluorescence X	Laboratoire

Les sources visées par le présent article doivent être réceptionnées, stockées et utilisées dans les locaux décrits dans le tableau précédent.

Article 23: Réglementation générale

Le présent titre s'applique sans préjudice des dispositions applicables au titre des autres réglementations (code de la santé notamment les articles R 1333-1 à R1333-54, code du travail notamment les articles R 231-73 à R231-116) et en particulier de celles relatives au transport des matières radioactives et à l'hygiène et la sécurité du travail. En matière d'hygiène et de sécurité du travail, sont en particulier concernées, les dispositions relatives :

- à la formation du personnel,
- aux contrôles initiaux et périodiques de la source,
- à l'analyse des postes de travail,
- au zonage radiologique de l'installation,
- aux mesures de surveillance des travailleurs exposés,
- au service compétent en radioprotection.

La cessation de l'utilisation de radionucléides, produits ou dispositifs en contenant, doit être signalée au préfet et à l'inspection des installations classées. En accord avec cette dernière, l'exploitant demandeur doit mettre en œuvre toutes les mesures pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des risques et nuisances dus à l'exercice de l'activité nucléaire autorisée. En particulier, le chef d'établissement doit transmettre au préfet et à l'institut de radioprotection et sûreté nucléaire (IRSN) l'attestation de reprise des sources radioactives scellées délivrée par le fournisseur.

Les résidus de démantèlement de l'installation présentant des risques de contamination ou d'irradiation doivent être remis à un organisme régulièrement autorisé pour procéder à leur élimination.

Article 24 : Gestion des sources radioactives

Toute cession et acquisition de radionucléides sous forme de sources scellées ou non scellées, de produits ou dispositifs en contenant, doit donner lieu à un enregistrement préalable auprès de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire, suivant un formulaire délivré par cet organisme.

Afin de prévenir tout risque de perte ou de vol, l'exploitant doit mettre en place un processus systématique et formalisé de suivi des mouvements des sources radioactives qu'il détient, depuis l'acquisition jusqu'à leur cession ou l'élimination ou la reprise par un fournisseur ou un organisme habilité. Ce processus, établi conformément à l'article R.1333-50 du code de la santé publique et du second alinéa de l'article R.231-87 du code du travail, doit également permettre à l'exploitant de justifier en permanence de l'origine et de la destination des radionucléides présents dans son établissement.

L'inventaire doit mentionner les références des enregistrements obtenus auprès de l'Institut de radioprotection et sûreté nucléaire (IRSN).

En application de l'article R. 231-112 du code du travail et de manière à justifier le respect du présent article, l'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un document à jour indiquant notamment :

- les caractéristiques des sources,

- toutes les modifications apportées à l'appareillage émetteur ou aux dispositifs de protection,
- les résultats des contrôles prévus aux articles R.231-84 et R.231-86 du code du travail.

Conformément à l'article L.1333-4 du Code de la Santé Publique, l'exploitant doit désigner une personne responsable en charge directe de l'activité nucléaire autorisée.

Le changement de personne responsable doit être obligatoirement déclaré au préfet de département, à l'inspection des installations classées et à l'IRSN dans les meilleurs délais.

L'exploitant est tenu de réaliser et de transmettre à l'inspection des installations classées tous les 5 ans un bilan relatif à l'exercice de son activité nucléaire en application de la présente autorisation. Ce bilan comprend a minima :

- l'inventaire des sources radioactives et des appareils émettant des rayonnements ionisants détenus dans son établissement,
- les rapports de contrôle des sources radioactives et des appareils en contenant prévus à l'alinéa 1-4⁰ de l'article R. 231-84 du code du travail,
- un réexamen de la justification du recours à une activité nucléaire,
- les résultats des contrôles.

Article 25: Prévention contre le vol, la perte ou la détérioration

Les sources radioactives doivent être conservées et utilisées dans des conditions telles que leur protection contre le vol ou la perte soit convenablement assurée. Tout vol, perte ou détérioration de substances radioactives, tout accident (événement fortuit risquant d'entraîner un dépassement des limites d'exposition fixées par la réglementation) doit être déclaré par l'exploitant impérativement et sans délai au préfet du département ainsi qu'à l'inspection des installations classées et à l'IRSN.

Le rapport doit mentionner la nature des radioéléments, leur activité, les types et numéros d'identification des sources scellées, le ou les fournisseurs, la date et les circonstances détaillées de l'événement.

Article 26.:Protection contre l'exposition aux rayonnements ionisants

L'installation doit être conçue et exploitée de telle sorte que les expositions résultant de la détention et de l'utilisation de substances radioactives en tout lieu accessible au public soient maintenues aussi basses que raisonnablement possible.

En tout état de cause, la somme des doses efficaces reçues par les personnes du public du fait de l'ensemble des activités nucléaires ne doit pas dépasser 1 mSv/an.

Le contrôle des débits de dose externe à l'extérieur de l'installation et dans les lieux accessibles au public, dans les diverses configurations d'utilisation et de stockage de la source, ainsi que la contamination radioactive du boîtier porte source doit être effectué à la mise en service puis au moins une fois par an. Les résultats de ce contrôle doivent être consignés sur un registre qui doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 27 : Signalisation du lieu de travail et d'entreposage des sources radioactives

Des panneaux réglementaires de signalisation de radioactivité (plan du local avec localisation de la source et caractéristiques et risques associés de la source) doivent être placés d'une façon apparente, à l'entrée des lieux de travail et de stockage des sources. Ces dispositions doivent éviter qu'une personne non autorisée ne puisse pénétrer de façon fortuite à l'intérieur de cette zone.

En cas d'existence d'une zone réglementée délimitée en vertu de l'article R. 231-81 du code du travail, la signalisation doit être celle de cette zone.

Article 28 : Consignes de sécurité

L'exploitant doit identifier les situations anormales (incident ou accident) pouvant être liées à l'utilisation des substances radioactives par le personnel de son établissement. En conséquence, il doit établir et faire appliquer des procédures en cas d'événements anormaux. Des consignes écrites, doivent indiquer les moyens à la disposition des opérateurs (nature, emplacement, mode d'emploi) pour :

- donner l'alerte en cas d'incident,
- mettre en œuvre les mesures de protection contre les expositions interne et externe, déclencher les procédures prévues à cet effet.

Ces consignes doivent être mises à jour autant que de besoin.

Chaque situation anormale doit faire l'objet d'une analyse détaillée par l'exploitant. Cette analyse doit ensuite être exploitée pour éviter le renouvellement de l'événement. L'analyse de l'événement ainsi que les mesures prises dans le cadre du retour d'expérience doivent faire l'objet d'un rapport transmis aux autorités administratives compétentes.

En cas d'incendie concernant ou menaçant l'usine ou la source de substances radioactives, les services d'incendie appelés à intervenir doivent être informés du plan des lieux, des voies d'accès et de l'emplacement de la source radioactive, ainsi que des produits extincteurs recommandés ou proscrits pour la substance radioactive.

Le plan de lutte contre un sinistre, prévu à l'article 11.3.2. doit prendre en compte les incidents ou accidents susceptibles d'affecter la source radioactive.

Article 29 : Dispositions relatives aux appareils contenant des radionucléides

Les appareils contenant les sources doivent porter extérieurement, en caractères très lisibles, indélébiles et résistants au feu, la mention radioactive, la dénomination du produit contenu, son activité maximale exprimée en Becquerels, et le numéro d'identification de l'appareil. L'exploitant doit mettre en place un suivi des appareils contenant des radionucléides.

Les appareils doivent être installés et opérés conformément aux instructions du fabricant. Ils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement et faire l'objet d'un entretien approprié et compatible avec les recommandations du fabricant et de la réglementation en vigueur. Le conditionnement de la source radioactive doit être tel que son étanchéité soit parfaite et sa détérioration impossible dans toutes les conditions normales d'emploi et en cas d'incident exceptionnel prévisible.

En aucun cas, la source ne doit être retirée de son logement par des personnes non habilitées par le fabricant.

Toute défectuosité doit être clairement identifiée. L'utilisation de l'appareil défectueux doit être suspendue jusqu'à ce que la réparation correspondante ait été effectuée et que le bon fonctionnement de l'appareil ait été vérifié. La défectuosité et sa réparation doivent être consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le registre présente notamment :

- les références de l'appareil concerné
- la date de découverte de la défectuosité
- une description de la défectuosité
- une description des réparations effectuées, et l'identification de l'entreprise / organisme qui les a accomplies,
- la date de vérification du bon fonctionnement de l'appareil, et l'identification de l'entreprise / organisme qui l'a vérifié.

Article 30: Prescriptions particulières

L'exploitant est tenu de faire reprendre la source scellée périmée ou en fin d'utilisation, conformément aux dispositions prévues à l'article R. 1333-52 du code de la santé publique.

En application de l'article R. 1333-52 du code de la santé publique, une source scellée est considérée périmée au plus tard dix ans après la date du premier visa apposé sur le formulaire de fourniture sauf prolongation en bonne et due forme de l'autorisation obtenue auprès de la préfecture de département.

L'exploitant doit veiller à ce que les conditions de reprise de la source (en fin d'utilisation ou lorsqu'elles deviendront périmées) par le fournisseur soient précisées et formalisées dans un document dont il doit conserver un exemplaire.

A l'exception des sources présentes à l'atelier coke, les sources ne doivent pas être situées à proximité d'un stockage de produit combustibles (bois, papiers, hydrocarbures...). Il est interdit de constituer à l'intérieur de l'atelier un dépôt de matières combustibles.

Dans l'usine, les sources doivent être maintenues dans un container totalement étanche, résistant à la flamme.

TITRE VI

DISPOSITIONS APPLICABLES AU REFROIDISSEMENT PAR DISPERSION DANS UN FLUX D'AIR

Article 31 : Définition

Sont considérés comme faisant partie de l'installation de refroidissement au sens du présent arrêté, l'ensemble des éléments suivants : tauds) de refroidissement et ses parties internes, échangeur(s), l'ensemble composant le circuit d'eau en contact avec l'air (bac(s), canalisation(s), pompe(s)...), ainsi que le circuit d'eau d'appoint (jusqu'au dispositif de protection contre la pollution par retour dans le cas d'un appoint par le réseau public) et le circuit de purge.

Article 32 : Implantation – Aménagement – Conception

Les rejets d'air potentiellement chargé d'aérosols ne doivent être effectués ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. L'installation de refroidissement doit être aménagée pour permettre les visites d'entretien et les accès notamment aux parties internes, aux bassins, et aux parties hautes à la hauteur des rampes de pulvérisation de la tour.

La tour doit être équipée de tous les moyens d'accessibilité nécessaires à son entretien et sa maintenance dans les conditions de sécurité ; ces moyens permettent à tout instant de vérifier l'entretien et la maintenance de la tour.

L'installation doit être conçue pour faciliter les opérations de vidange, nettoyage, désinfection et les prélèvements pour analyse microbiologiques et physico-chimiques. Elle doit être conçue de façon à ce qu'en aucun cas, il n'y ait des tronçons de canalisations constituant des bras morts, c'est à dire dans lesquels soit l'eau ne circule pas, soit l'eau circule en régime d'écoulement laminaire.

L'installation doit être équipée d'un dispositif permettant la purge complète de l'eau du circuit.

L'exploitant doit disposer des plans de l'installation tenus à jour, afin de justifier des dispositions prévues ci-dessus.

Les matériaux en contact avec l'eau doivent être choisis en fonction des conditions de fonctionnement de l'installation afin de ne pas favoriser la formation de biofilm, de faciliter le nettoyage et la désinfection et en prenant en compte la qualité de l'eau ainsi que le traitement mis en œuvre afin de prévenir les phénomènes de corrosion, d'entartrage ou de formation de biofilm.

La tour doit être équipée d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires constituant un passage obligatoire du flux d'air potentiellement chargé de vésicules d'eau, immédiatement avant rejet : le taux d'entraînement vésiculaire attesté par le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires doit être inférieur à 0,01% du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement normales de l'installation.

Article 33 : Surveillance de l'exploitation

Toutes les personnes susceptibles d'intervenir sur l'installation doivent être désignées et formées en vue d'appréhender selon leurs fonctions le risque légionellose associé à l'installation. L'organisation de la formation, ainsi que l'adéquation du contenu de la formation aux besoins doivent être explicitées et formalisées. L'ensemble des documents justifiant la formation des personnels doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.

Article 34 : Entretien préventif, nettoyage et désinfection de l'installation

34.1 – Dispositions générales

Une maintenance et un entretien adaptés de l'installation doivent être mis en place afin de limiter la prolifération des légionelles dans l'eau du circuit et sur toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer un biofilm.

L'exploitant doit s'assurer du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant doit s'assurer auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour.

Un plan d'entretien préventif, de nettoyage et désinfection de l'installation, visant à maintenir en permanence la concentration des légionelles dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1000 unités formant colonies par litre d'eau, doit être mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant. Le plan d'entretien préventif, de nettoyage et désinfection de l'installation doit être défini à partir d'une analyse méthodique de risques de développement des légionelles.

L'analyse méthodique de risques de développement des légionelles doit être menée sur l'installation dans ses conditions de fonctionnement normales (conduite, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien) et dans ses conditions de fonctionnement exceptionnelles (changement sur l'installation ou dans son mode d'exploitation).

En particulier, doivent être examinés quand ils existent :

- les modalités de gestion des installations de refroidissement (et notamment les procédures d'entretien et de maintenance portant sur ces installations),
- le cas échéant, les mesures particulières s'appliquant aux installations qui ne font pas l'Objet d'un arrêt annuel, les résultats des indicateurs de suivi et des analyses en légionelles, les actions menées en cas de prolifération des légionelles et la fréquence de ces actions, les situations d'exploitation pouvant ou ayant pu conduire à un risque de développement de biofilm dans le circuit de refroidissement, notamment incidents d'entretien, bras mort temporaire lié à l'exploitation, portions à faible vitesse de circulation de l'eau, portions à température plus élevée...

L'analyse de risque doit prendre également en compte les conditions d'implantation et d'aménagement ainsi que la conception de l'installation. Cet examen doit s'appuyer notamment sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque légionellose, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation.

Des procédures adaptées à l'exploitation de l'installation doivent être rédigées pour définir et mettre en œuvre :

- la méthodologie d'analyse des risques, les mesures d'entretien préventif de l'installation en fonctionnement pour éviter la prolifération des micro-organismes et en particulier des légionelles,
- les mesures de vidange, nettoyage et désinfection de l'installation à l'arrêt,
- les actions correctives en cas de situation anormale (dérive des indicateurs de contrôle, défaillance du traitement préventif...),

- l'arrêt immédiat de l'installation dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production.

Ces procédures formalisées doivent être jointes au carnet de suivi, défini à l'article 38.

34.2 – Entretien préventif de l'installation en fonctionnement

L'installation doit être maintenue propre et dans un bon état de surface pendant toute la durée de son fonctionnement.

Afin de limiter les phénomènes d'entartrage et de corrosion, qui favorisent la formation du biofilm sur les surfaces de l'installation et la prolifération des légionelles, l'exploitant doit s'assurer d'une bonne gestion hydraulique dans l'ensemble de l'installation (régime turbulent) et procéder à un traitement régulier à effet permanent de son installation pendant toute la durée de son fonctionnement. Le traitement peut être chimique ou mettre en œuvre tout autre procédé dont l'exploitant aura démontré l'efficacité sur le biofilm et sur les légionelles dans les conditions de fonctionnement de l'exploitation.

Dans le cas où un traitement chimique serait mis en œuvre, les concentrations des produits doivent être fixées et maintenues à des niveaux efficaces ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation. L'exploitant doit vérifier la compatibilité des produits de traitement, nettoyage et désinfection utilisés. En particulier, le choix des produits biocides doit tenir compte du pH de l'eau du circuit en contact avec l'air, et du risque de développement de souches bactériennes résistantes en cas d'accoutumance au principe actif du biocide. L'exploitant doit disposer de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.

Le dispositif de purge de l'eau du circuit doit permettre de maintenir les concentrations minérales à un niveau acceptable en adéquation avec le mode de traitement de l'eau. Les appareils de traitement et les appareils de mesure doivent être correctement entretenus et maintenus conformément aux règles de l'art.

34.3 – Nettoyage et désinfection de l'installation à l'arrêt

L'installation de refroidissement doit être vidangée, nettoyée et désinfectée :

- avant la remise en service de l'installation de refroidissement intervenant après un arrêt prolongé,
- et en tout état de cause au moins une fois par an. Toutefois, si l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il doit en informer le préfet et lui proposer la mise en œuvre de mesures compensatoires.

Les opérations de vidange, nettoyage et désinfection comportent :

- une vidange du circuit d'eau,
- un nettoyage de l'ensemble des éléments de l'installation (tour de refroidissement, des bacs, canalisations, garnissages et échangeur(s)...),
- une désinfection par un produit dont l'efficacité vis-à-vis de l'élimination des légionelles a été reconnue ; le cas échéant cette désinfection s'applique à tout poste de traitement d'eau situé en amont de l'alimentation en eau du système de refroidissement.

Lors des opérations de vidange, les eaux résiduelles sont rejetées à l'égout ou récupérées et éliminées dans le four de la cimenterie. Les rejets ne doivent pas nuire à la sécurité des personnes, à la qualité des milieux naturels, ni à la conservation des ouvrages.

Lors de tout nettoyage mécanique, des moyens de protection doivent être mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un nettoyage à jet d'eau sous pression doit être spécifiquement prévue par une procédure particulière et doit faire l'objet d'un plan de prévention au regard du risque de dispersion de légionelles.

34.4 – Surveillance de l'efficacité du nettoyage et de la désinfection

Un plan de surveillance destiné à s'assurer de l'efficacité du nettoyage et de la désinfection de l'installation doit être défini à partir des conclusions de l'analyse méthodique des risques menée conformément aux dispositions prévues à l'article 35.1. Ce plan doit être mis en oeuvre sur la base de procédures formalisées.

L'exploitant doit identifier les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation. Les prélèvements pour ces diverses analyses doivent être réalisés périodiquement par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'apprécier l'efficacité des mesures de prévention qui sont mises en oeuvre. Toute dérive implique des actions correctives déterminées par l'exploitant. L'exploitant doit adapter et actualiser la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, de ses performances par rapport aux obligations réglementaires et de ses effets sur l'environnement.

34.41. – Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse des légionelles

La fréquence des prélèvements et analyses des *Legionella specie* selon la norme NF T90-431 est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Si pendant une période d'au moins 12 mois continus, les résultats des analyses sont inférieurs à 1000 unités formant colonies par litre d'eau, la fréquence des prélèvements et analyses des *Legionella specie* selon la norme NF T90-431 pourra être au minimum trimestrielle.

Si un résultat d'une analyse en légionelles est supérieur ou égal à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau, ou si la présence de flore interférente rend impossible la quantification de *Legionella specie*, la fréquence des prélèvements et analyses des *Legionella specie* selon la norme NF T90-431 devra être de nouveau au minimum bimestrielle.

34.4.2. – Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles

Le prélèvement doit être réalisé par un opérateur formé à cet effet sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative de celle en circulation dans le circuit et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Ce point de prélèvement, repéré par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant de façon à faciliter les comparaisons entre les résultats de plusieurs analyses successives.

La présence de l'agent bactéricide utilisé dans l'installation doit être prise en compte notamment dans le cas où un traitement continu à base d'oxydant est réalisé : le flacon d'échantillonnage, fourni par le laboratoire, doit contenir un neutralisant en quantité suffisante.

S'il s'agit d'évaluer l'efficacité d'un traitement de choc réalisé à l'aide d'un biocide, ou de réaliser un contrôle sur demande de l'inspection des installations classées, les prélèvements sont effectués juste avant le choc et dans un délai d'au moins 48 heures après celui-ci.

Les dispositions relatives aux échantillons doivent répondre aux dispositions prévues par la norme NF T90-431.

34.4.3. – Laboratoire en charge de l'analyse des légionelles

L'exploitant doit adresser le prélèvement à un laboratoire, chargé des analyses en vue de la recherche des *Legionella specie* selon la norme NF T90-431, qui répond aux conditions suivantes :

- le laboratoire doit être accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 par le Comité Français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation, le laboratoire doit rendre ses résultats sous accréditation, le laboratoire doit participer à des comparaisons inter laboratoires quand elles existent.

34.4.4. – Résultats de l'analyse des légionelles

Lesensemencements et les résultats doivent être présentés selon la norme NF T90-431. Les résultats sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). L'exploitant doit demander au laboratoire chargé de l'analyse que lesensemencements dont les résultats font apparaître une concentration en légionelles supérieures à 100 000 UFC/L soient conservés pendant 3 mois par le laboratoire. Les résultats obtenus doivent faire l'objet d'une interprétation.

L'exploitant doit s'assurer que le laboratoire l'informerades résultats définitifs et provisoires de l'analyse par des moyens rapides (télécopie, courriel) si :

- le résultat définitif de l'analyse dépasse le seuil de 1 000 unités formant colonies par litre d'eau,
- le résultat définitif de l'analyse rend impossible la quantification de *Legionella specie* en raison de la présence d'une flore interférente.

34.4.5. – Prélèvements et analyses supplémentaires

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses supplémentaires, y compris en déclenchant un contrôle de façon inopinée, ainsi que l'identification génomique des souches prélevées dans l'installation par le Centre National de Référence des légionelles (CNR de Lyon). Ces prélèvements et analyses microbiologiques et physico-chimiques doivent être réalisés par un laboratoire répondant aux conditions définies à l'article 35.4.3. Une copie des résultats de ces analyses supplémentaires doit être adressée à l'inspection des installations classées par l'exploitant, dès leur réception. L'ensemble des frais des prélèvements et analyses sont supportés par l'exploitant.

Article 35 : Actions à mener en cas de prolifération de légionelles

35.1 – Actions à mener si la concentration mesurée en *Legionella specie* est supérieure ou égale à 100 000 UFC/L

a) Si les résultats des analyses en légionelles selon la norme NF T90-431 mettent en évidence une concentration en *Legionella spec* supérieure ou égale à 100 000 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant doit arrêter dans les meilleurs délais l'installation de refroidissement, selon une procédure d'arrêt immédiat qu'il aura préalablement définie, et réaliser la vidange, le nettoyage et la désinfection de l'installation de refroidissement. La procédure d'arrêt immédiat doit prendre en compte le maintien de l'outil et les conditions de sécurité de l'installation, et des installations associées.

Dès réception des résultats selon la norme NF T90-431, l'exploitant doit en informer immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie avec la mention « URGENT & IMPORTANT – TOUR AEROREFRIGERANTE - DEPASSEMENT DU SEUIL DE 100 000 UNITÉS FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU ». Ce document précise :

- les coordonnées de l'installation,
- la concentration en légionelles mesurée, la date du prélèvement, les actions prévues et leurs dates de réalisation.

b) Avant la remise en service de l'installation, il doit procéder à une analyse méthodique des risques de développement des légionelles dans l'installation, telle que prévue à l'article 35.1., ou à l'actualisation de l'analyse existante, en prenant notamment en compte la conception de l'installation, sa conduite, son entretien, son suivi. Cette analyse des risques doit permettre de définir les actions correctives visant à réduire les risques de développement des légionelles et de planifier la mise en oeuvre des moyens susceptibles de réduire ces risques. Le plan d'actions correctives, ainsi que la méthodologie mise en oeuvre pour analyser cet incident, doivent être joints au carnet de suivi.

L'exploitant doit mettre en place les mesures d'amélioration prévues et définir les moyens susceptibles de réduire le risque. Les modalités de vérification de l'efficacité de ces actions avant et après remise en service de l'installation doivent être définies par des indicateurs tels que des mesures physico-chimiques ou des analyses microbiologiques.

c) Après remise en service de l'installation, l'exploitant doit vérifier immédiatement l'efficacité du nettoyage et des autres mesures prises selon les modalités définies précédemment. Quarante huit heures après cette remise en service, l'exploitant doit réaliser un prélèvement, pour analyse des légionelles selon la norme NF T90-431.

Dès réception des résultats de ce prélèvement, un rapport global sur l'incident doit être transmis à l'inspection des installations classées. L'analyse des risques doit être jointe au rapport d'incident. Le rapport doit préciser l'ensemble des mesures de vidange, nettoyage et désinfection mises en oeuvre, ainsi que les actions correctives définies et leur calendrier de mise en oeuvre.

d) Les prélèvements et les analyses en *Legionella spec* selon la norme NF T90-431 doivent ensuite être effectués tous les 15 jours pendant trois mois. En cas de dépassement de la concentration de 10 000 unités formant colonies par litre d'eau sur un des prélèvements prescrits ci-dessus, l'installation doit être à nouveau arrêtée dans les meilleurs délais et l'ensemble des actions prescrites ci-dessus doivent être renouvelées.

e) Dans le cas des installations dont l'arrêt immédiat présenterait des risques importants pour le maintien de l'outil ou la sécurité de l'installation et des installations associées, la mise en oeuvre de la procédure d'arrêt sur plusieurs jours pourra être stoppée, sous réserve qu'il n'y ait pas d'opposition du préfet à la poursuite du fonctionnement de l'installation de refroidissement, si le résultat selon la norme NF T90-431 d'un prélèvement effectué pendant la mise en oeuvre de la procédure d'arrêt est inférieur à 100 000 unités formant colonies par litre d'eau.

La remise en fonctionnement de l'installation de refroidissement ne dispense pas l'exploitant de la réalisation de l'analyse de risques, de la mise en oeuvre d'une procédure de nettoyage et désinfection, et du suivi de son efficacité. Les prélèvements et les analyses en *Legionella specie* selon la norme NF T90-431 doivent être ensuite effectués tous les 8 jours pendant trois mois.

En fonction des résultats de ces analyses, l'exploitant doit mettre en oeuvre les dispositions suivantes :

en cas de dépassement de la concentration de 10 000 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant doit réaliser ou renouveler les actions prévues au point 36.1.b du présent titre et soumettre ces éléments à l'avis d'un tiers expert dont le rapport doit être transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant la connaissance du dépassement de la concentration de 10 000 unités formant colonies par litre d'eau, en cas de dépassement de la concentration de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau, l'installation doit être arrêtée dans les meilleurs délais et l'exploitant doit réaliser l'ensemble des actions prescrites aux points 36.1.a à 36.1.c du présent titre. Le préfet pourra autoriser la poursuite du fonctionnement de l'installation, sous réserve que l'exploitant mette immédiatement en oeuvre des mesures compensatoires soumises à l'avis d'un tiers expert choisi après avis de l'inspection des installations classées.

35.2 – Actions à mener si la concentration mesurée en *Legionella specie* est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L

Si les résultats d'analyses réalisées en application de l'ensemble des dispositions qui précèdent mettent en évidence une concentration en *Legionella specie* selon la norme NF T90-431 supérieure ou égale à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau et inférieure à 100 000 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant doit prendre des dispositions pour nettoyer et désinfecter l'installation de façon à s'assurer d'une concentration en *Legionella specie* inférieure à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau.

La vérification de l'efficacité du nettoyage et de la désinfection doit être réalisée par un prélèvement selon la norme NF T90-431 dans les deux semaines consécutives à l'action corrective. Le traitement et la vérification de l'efficacité du traitement doivent être renouvelés tant que la concentration mesurée en *Legionella specie* est supérieure ou égale à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau et inférieure à 100 000 unités formant colonies par litre d'eau

A partir de trois mesures consécutives indiquant des concentrations supérieures à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant doit procéder à l'actualisation de l'analyse méthodique des risques de développement des légionelles dans l'installation, prévue au point 35.1 du présent titre, en prenant notamment en compte la conception de l'installation, sa conduite, son entretien, son suivi. L'analyse des risques doit permettre de définir les actions correctives visant à réduire le risque de développement des légionelles et de planifier la mise en oeuvre des moyens susceptibles de réduire ces risques. Le plan d'actions correctives, ainsi que la méthodologie mise en oeuvre pour analyser cet incident, doivent être joints au carnet de suivi.

L'exploitant doit tenir les résultats des mesures et des analyses de risques effectuées à la disposition de l'inspection des installations classées.

35.3 – Actions à mener si le résultat définitif de l'analyse rend impossible la quantification de *Legionella* specie en raison de la présence de flore interférente

Sans préjudice des dispositions prévues aux points 36.1 et 36.2, si le résultat définitif de l'analyse rend impossible la quantification de *Legionella specie* en raison de la présence d'une flore interférente, l'exploitant doit prendre des dispositions pour nettoyer et désinfecter l'installation de façon à s'assurer d'une concentration en *Legionella specie* inférieure à 1000 unités formant colonies par litre d'eau.

Article 36 : Mesures supplémentaires en cas de découverte de cas de légionellose

Si un ou des cas de légionellose sont découverts par les autorités sanitaires dans l'environnement de l'installation, sur demande de l'inspection des installations classées :

- l'exploitant doit faire immédiatement réaliser un prélèvement par un laboratoire répondant aux conditions prévues au point 35.4.3., auquel il confie l'analyse des légionelles selon la norme NF T90-431,
- l'exploitant doit analyser les caractéristiques de l'eau en circulation au moment du prélèvement,
- l'exploitant doit procéder à un nettoyage et une désinfection de l'installation et analyser les caractéristiques de l'eau en circulation après ce traitement,
- l'exploitant doit charger le laboratoire d'expédier toutes les colonies isolées au Centre National de Référence des légionelles (CNR de Lyon), pour identification génomique des souches de légionelles.

Article 37 Carnet de suivi

L'exploitant doit reporter toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :

- les volumes d'eau consommés mensuellement,
- les périodes de fonctionnement et d'arrêt,
- les opérations de vidange, nettoyage et désinfection (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en oeuvre),
- les fonctionnements pouvant conduire à créer temporairement des bras morts, les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs,
- les modifications apportées aux installations,
- les prélèvements et analyses effectués : concentration en légionelles, température, conductivité, pH, TH, TAC, chlorures etc..

Doivent être annexés au carnet de suivi :

- le plan des installations, comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement, avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques,
- les procédures (plan de formation, plan d'entretien, plan de surveillance, arrêt immédiat, actions à mener en cas de dépassement de seuils, méthodologie d'analyse de risques...), les bilans périodiques relatifs aux résultats des mesures et analyses,
- les rapports d'incident,
- les analyses de risques et actualisations successives,
- les notices techniques de tous les équipements présents dans l'installation.

Le carnet de suivi et les documents annexés doivent être tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Article 38 : Contrôle par un organisme agréé

A minimum tous les deux ans, l'installation fait l'objet d'un contrôle par un organisme agréé au titre de l'article 40 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977.

Ce contrôle consiste en une visite de l'installation, une vérification des conditions d'implantation et de conception, et des plans d'entretien et de surveillance, de l'ensemble des procédures associées à l'installation, et de la réalisation des analyses de risques.

L'ensemble des documents associés à l'installation (carnet de suivi, descriptif des installations, résultats d'analyses physico-chimiques et microbiologiques, bilans périodiques, procédures associées à l'installation, analyses de risques, plans d'actions...) doivent être tenus à la disposition de l'organisme.

A l'issue de chaque contrôle, l'organisme doit établir un rapport adressé à l'exploitant de l'installation contrôlée. Ce rapport doit mentionner les non-conformités constatées et les points sur lesquels des mesures correctives ou préventives peuvent être mises en oeuvre.

L'exploitant doit tenir le rapport à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Article 39 : Dispositions relatives à la protection des personnels

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant doit mettre à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation, et susceptibles d'être exposés par voie respiratoire aux aérosols des équipements individuels de protection adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition

- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes,
- aux produits chimiques.

Un panneau, apposé de manière visible, doit signaler l'obligation du port de masque.

Le personnel intervenant sur l'installation ou à proximité de la tour de refroidissement, doit être informé des circonstances susceptibles de les exposer aux risques de contamination par les légionelles et de l'importance de consulter rapidement un médecin en cas de signes évocateurs de la maladie. L'ensemble des documents justifiant l'information des personnels doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, et de l'inspection du travail.

TITRE VII

DISPOSITIONS APPLICABLES AU DÉPÔT DE PRODUITS EXPLOSIFS

Article 40 Implantation – aménagement

40.1 - Règles d'implantation

L'installation doit être implantée conformément aux dispositions de l'arrêté du 15 février 1928 et des arrêtés du 13 décembre 2005.

40.2 -Intégration dans le paysage

Du fait des risques d'incendie, les abords immédiats des locaux pyrotechniques doivent être désherbés et débroussaillés; les produits utilisés pour le désherbage et le débroussaillage doivent être de nature telle qu'ils ne puissent provoquer des réactions dangereuses avec les matières utilisées dans l'enceinte pyrotechnique.

Les merlons de terre doivent être débarrassés des herbes sèches et débroussaillés.

40.3 - Comportement au feu des bâtiments

Le mode de construction des bâtiments et la nature des matériaux utilisés doivent être tels qu'en cas d'explosion, le risque de projection de masses importantes soit aussi réduit que possible_

La couverture de l'installation est en matériau léger au regard de risques d'envol ou de propagation des débris d'une explosion.

40.4. -Accessibilité

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie par une voie-engins pompiers.

40.5 - Aménagement

Une clôture défensive (de 2 mètres de hauteur au moins ou la mise en oeuvre de mesures de sécurité anti-intrusion assurant un niveau équivalent ou supérieur d'intégrité du dépôt) est installée autour du dépôt.

Article 41 - Exploitation entretien

41.1 - Surveillance de l'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de l'installation et des dangers et inconvénients des produits stockés.

41.2 - Contrôle de l'accès

L'accès aux locaux de l'enceinte pyrotechnique doit être interdit à toute personne étrangère à l'établissement à l'exception des personnes dûment autorisées.

41.3 - Connaissance des produits - étiquetage

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité quand elles sont prévues par l'article R. 231-53 du code du travail. Les emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses ou les marquages prévus par la réglementation des produits explosifs (décret n° 90-153 du 16 février 1990 portant diverses dispositions relatives au régime des produits explosifs et décret n° 81-972 du 21 octobre 1981 relatif au marquage, à l'acquisition, à la livraison, à la détention, au transport et à l'emploi des produits explosifs, modifié et arrêté du 3 mars 1982 fixant les conditions de marquage et d'identification des produits explosifs)

L'installation ne contiendra pas de matières explosibles à nu. Les produits anciens ou périmés devront être régulièrement évacués pour élimination.

41.4 - Propreté

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de produits et de poussière. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et par la poussière.

41.5 - Registre entrée/sortie,

Conformément à l'arrêté du 27 avril 1999 fixant les règles relatives à la surveillance des dépôts et débits de produits explosifs et à la tenue de registres d'entrée et de sortie de produits explosifs de ces installations, l'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits explosifs détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie, de secours et de gendarmerie et concerne tout détenteur d'une autorisation individuelle d'exploiter un dépôt ou un débit de produits explosifs.

Article 42 - Risques

42.1 - Protection individuelle

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement, ils doivent être pris en compte dans l'étude de sécurité pyrotechnique visée à l'article 44.9. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

42.2 - Moyens de secours contre l'incendie

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques mis en évidence par l'étude de sécurité pyrotechnique visée à l'article 44.9 et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'une bouche d'incendie implanté à 250 mètres au plus du risque, ou d'une réserve d'eau d'une capacité de 120 m³ ;
- d'extincteurs à l'intérieur et à l'extérieur. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et de pelles.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les moyens de secours nécessaires sont définis et mis en place par le chef d'établissement sur la base de l'étude de sécurité pyrotechnique ; ces moyens sont portés à la connaissance du directeur départemental du travail et de l'emploi et du comité d'hygiène et de sécurité.

42.3 - Localisation des risques

L'exploitant détermine la nature du risque (incendie, explosion, ou émanations toxiques). Compte tenu de la structure de l'installation, de la nature des objets ou matières explosifs, qui y seront stockés et des quantités admissibles en matières actives, l'étude de sécurité pyrotechnique prévue par l'article 44.9 devra montrer que les règles d'isolement définies dans l'arrêté du 26 septembre 1980 sont respectées.

La présence dans l'installation de produits autres que les produits détenus est interdite, à l'exception des matières ou objets nécessaires au service. Conformément à l'article 7 de l'arrêté du 26 septembre 1980, il est interdit de stocker des produits explosifs de nature différente dans un même endroit qui pourraient provoquer une explosion.

42.4 - Matériel électrique

Aucune installation électrique n'est présente dans le local constituant le dépôt.

42.5 - Interdiction des feux

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque. Pour la réalisation de travaux, le dépôt doit être vidé et nettoyé. Les travaux doivent cependant faire l'objet d'un " permis de feu".

Par ailleurs, il est interdit de fumer dans l'enceinte pyrotechnique et de pénétrer dans le dépôt muni d'un téléphone cellulaire, au regard des possibles interférences susceptibles de présenter un risque d'amorçage des matériels comportant des dispositifs électro-pyrotechniques. Ces interdictions seront vérifiées dans l'étude de sécurité pyrotechnique prévue à l'article 44.9 et seront affichées en caractères apparents.

42.6 - " Permis d'intervention " et/ou " permis de feu "

Le "permis d'intervention" et éventuellement le " permis de feu " et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant, ou par la personne qu'il aura nommément désignée.

Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis d'intervention" et éventuellement le " permis de feu " et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

42.7 - Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque ;
- l'obligation du " permis d'intervention " ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie; la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

42.8 - Consignes d'exploitation

Ces consignes devront notamment prévoir l'interdiction d'effectuer, dans les locaux servant de dépôts, toute autre opération que les manutentions nécessaires à la mise en stockage et à la sortie des produits.

Les manutentions et transports doivent être organisés de façon à éviter les risques de chocs ou de chute de produits explosifs. En outre, l'exploitant doit vérifier que le classement du produit entreposé en termes de division de risque (section II de l'arrêté du 26 septembre 1980) soit en adéquation avec l'étiquetage "transport" figurant sur le colis.

Article 43 - Déchets

Les déchets d'emballages de produits explosifs, sous réserve qu'il n'en résulte pas de gêne notable pour le voisinage ni de risque d'incendie pour le reste de l'installation, peuvent, après avoir été débarrassés des résidus de produits explosifs qu'ils pouvaient contenir, être brûlés sur place immédiatement après le tir, conformément à la circulaire n°95-49 du 13 avril 1995 relative à la mise en application du décret n° 94-609 du 13/07/94 relatif aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages.

TITRE VIII

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 44 : Dispositions administratives

Le bénéficiaire doit se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées.

En outre, l'administration se réserve le droit de prescrire en tout temps, toutes mesures ou dispositions additionnelles aux conditions énoncées au présent arrêté qui seraient reconnues nécessaires dans l'intérêt de la salubrité publique ou pour diminuer les inconvénients résultant du voisinage de cette installation, et ce, sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à un dédommagement quelconque.

En aucun cas, la présence autorisation ne peut être considérée comme valant permis de construire.

Les droits des tiers sont formellement réservés.

Une copie du présent arrêté est déposée à la Mairie de LEZINNES, mise à la disposition de toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté énumérant, notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la Mairie pendant une durée d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est adressé par les soins du Maire et transmis à la Préfecture de l'Yonne.

Le même extrait doit être affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Le permissionnaire doit toujours être en possession de son arrêté d'autorisation et le présenter à toute réquisition de l'Inspection des Installations classées, aux visites duquel il doit soumettre son établissement.

Article 45 : Délais et voies de recours

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le tribunal administratif, 22 rue d'Assas à DIJON d'un recours contentieux dans le délai de deux, mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le préfet d'un recours gracieux ou le ministre de l'écologie et du développement durable d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).

Article 46 : Publication

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie de LEZINNES pendant une durée minimum d'un mois.

Une copie de l'arrêté sera conservée aux archives de la mairie et pourra être consultée, sans frais, par les personnes intéressées.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces deux formalités sera dressé par le maire de LEZINNES et renvoyé à la préfecture de l'Yonne (direction des collectivités et du développement durable – service du développement durable).

Un extrait de cet arrêté sera également publié, par les soins du préfet et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux.

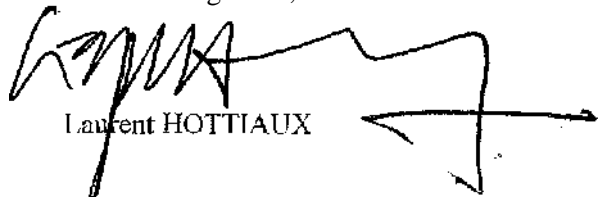
Article 47 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le chef de la subdivision de l'Yonne de la DRIRE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de la société LAFARGE CEMENTS, chargé d'afficher un extrait en permanence et de façon visible dans l'installation et dont copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement d'Avallon,
- au maire de Lézinnes,
- à la directrice régionale de l'environnement,
- au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt
- au directeur départemental de l'équipement,
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours
- au directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes,
- au président du conseil général,
- au colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne.

Fait à Auxerre, le **08 JAN 2007**

Pour le préfet,
le secrétaire général,


Laurent HOTTIAUX

ANNEXE 1

Rubrique	Désignation	Volume des activités	Régime
2520	Ciments, chaux, plâtres (<i>fabrication de</i>), la capacité de production étant supérieure à 5 t/j	Capacité de production maximale de ciments : - 1 300 tonnes/jour - 400 000 tonnes/an Capacité du four Lepol : 950 tonnes/jour de clinker	A
1 67.e	Déchets industriels provenant d'installations classées (<i>installations d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères</i>) : c) traitement ou incinération	Incinération de : - déchets liquides énergétiques : 12 000 t/an - de déchets aqueux : 12 000 t/an - de déchets solides (farines animales, sciures, DIB) : 21 000 t/an Valorisation matière (ajout dans cru :	A
2799	Installation d'élimination de déchets provenant d'installations nucléaires de base	Déchets non radioactifs (tartre issu du nettoyage d'échangeurs thermiques de centrales de production d'électricité	A
1432.2.a	Liquides inflammables (<i>Stockage en réservoirs nu manufacturés de</i>) 2) stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 a) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m ³	Dépôts aériens de déchets industriels liquides : G3000 : 550 m ³ G2000 : 265 m ³ Fioul lourds aériens : 835 m ³ (600 + 2 x 100 + 35 m ³) dont huiles usagées 600 m ³ Autres : FOD : 30 + 3 m ³ Gazole : 1,5 m ³	A
1434.2.	Liquides inflammables (<i>installation de remplissage ou de distribution</i>) 2) installations de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation	3 postes de déchargement (déchets G2000, déchets G3000 et fuel lourd)	A

1520.1.	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses (dépôts de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure ou égale à 500 t	Dépôt de charbon et coke de pétrole : 20 000 tonnes	A
2515.1.	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits naturels ou artificiels La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation 1. supérieure à 200 kW	Puissance totale installée : 5 600 kW Concasseur carrière : 1 015 kW Emetteur carrière : 70 kW Broyeur charbon : 600 kW Broyeur cru : 1 690 kW 3 broyeurs cuits : 2 225 kW	A
1311.3	Stockage de produits explosifs ; la quantité totale susceptible d'être présente étant supérieure à 500 kg et inférieure à 2 tonnes de matières actives	Capacité du dépôt : 1 500 kg catégorie 1.1.d	
	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa, 1. comprimant ou utilisant des fluides inflammables, flammables ou toxiques 2. dans tous les autres cas, la puissance absorbée étant : a) supérieure à 500 kW	Installations compression d'air : 847 kW Atelier Homogénéisation : 305 kW er Atelier broyage : 220 kW Atelier Expédition : 55 kW Air de mécanisation : 267 kW	A
1715.1	Substances radioactives (utilisation, dépôt et stockage de) sous forme de sources scellées, 1° La valeur Q définie à la rubrique 1700) est égale ou supérieure à 10^4	Broyeur cru : Cs 137: 1110 Mbq Trémie granules : Co 60 : 306 Mbq Refroidisseur : Cs 137 : 1 850 Mbq Cyclone charbon : Cs 137: 370 Mbq Trémie charbon : Cs 137: 370 Mbq Laboratoire : NI 63 : 370 Mbq Fluorescence X : Fe 55 : 740 Mbq Q — $37.4 \cdot 10^4$	A
2910.A)	Combustion (installations de) Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la coulage, le forgeage, de combustion des matières entrantes, si la puissance thermique maximale est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	Pour mémoire Four cimentier : 46 MW (coke, gaz propane, fioul lourd, déchets) Séchoir calcaire : 2,5 MW (fioul lourd) Broyeur cru : 2,5 MW ((fioul lourd) Autre : Chaudières : 0,25 + 0,18 MW (fuel oil domestique)	NC

2564. 3	Nettoyage, dégraissage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques	2 fontaines de dégraissage de pièces mécaniques contenant chacune environ 100 litres de dégraissant organique	D
1418-3	Stockage, emploi d'acétylène ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 kg, mais inférieure à 1 tonne	Emploi de 35 bouteilles d'acétylène de 6.7 kg, pour opérations de maintenance	D
1450-2b	Emploi de solides facilement inflammables ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 1 tonne	Utilisation de coke de pétrole broyé comme combustible, injecté en direct (sans stockage intermédiaire) dans le four cimentier	D
1434.lb	Installation de remplissage de réservoirs de véhicules à moteur ; le débit maximum équivalent étant supérieur ou égal à 1 m ³ /h, mais inférieur à 20 m ³ /h	Volu-compteurs de 3 m ³ /h FOD : 1 GO : 1 Super carburant : 1	D
2921.1.b)	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (<i>installations de</i>) : 1. Lorsque l'installation n'est pas du type « circuit primaire fermé » : b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 2 000 kW	Puissance thermique évacuée maximale de 698 kW	D

A : Autorisation

D : Déclaration

ANNEXE 2

VALEURS LIMITES D'EMISSION DANS L'AIR

– Emissions atmosphériques du four

Valeurs limites exprimées aux conditions normales de température et de pression, soit 273° K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en O₂ de 10 % sur gaz sec.

Paramètre	Valeur limite d'émission dans l'air
Poussières totales	30 mg/m ³ (moyenne journalière)
Chlorure d'Hydrogène (HCl)	10 mg/m ³ (moyenne journalière)
Fluorure d'Hydrogène (LIE)	1 mg/m ³
NO _x	800 mg/m ³ (moyenne journalière) (1)
Cd + Tl	0,05 mg/m ³
Hg	0,05 mg/m ³
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V	0,5 mg/m ³
Dioxines et furannes	0,1 ng/m ³ ITEQ
SO ₂	320 mg/m ³ (moyenne journalière) (2)
COT	50 mg/m ³ (moyenne journalière) (2)

(1) 1 000 mg/m³, jusqu'au 31 décembre 2007 et, lorsque la cimenterie brûle moins de 3 tonnes/heure de déchets

(2) présence dans les matières premières naturelles (argiles locales contenant du soufre pyritique)

Pour les métaux, la méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum. Ces valeurs s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques.

La concentration en dioxines et furannes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furannes. Pour déterminer la concentration en dioxines et furannes comme la somme des concentrations en dioxines et furannes, il convient, avant de les additionner, de multiplier les concentrations massiques des dioxines et furannes énumérées ci-après par les facteurs d'équivalence suivants (en utilisant le concept d'équivalence toxique) :

		Facteur d'équivalence toxique
2,3,7,8	Tétrachlorodibenzodioxine (TCDD)	1
1,2,3,7,8	Pentachlorodibenzodioxine (PeCDD)	0,5
1,2,3,4,7,8	Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0,1
1,2,3,6,7,8	Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0,1
1,2,3,7,8,9	Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0,1
1,2,3,4,6,7,8	Heptachlorodibenzodioxine (HpCDD)	0,01
	Octachlorodibenzodioxine (OCDD)	0,01
2,3,7,8	Tétrachlorodibenzofuranne (TCDF)	0,1
2,3,4,7,8	Pentachlorodibenzofuranne (PeCDF)	0,5
1,2,3,7,8	Pentachlorodibenzofuranne (PeCDF)	0,05
1,2,3,4,7,8	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1

1,2,3,6,7,8	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
1,2,3,7,8,9	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
2,3,4,6,7,8	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
1,2,3,4,6,7,8	Heptachlorodibenzofuranne (HpCDF)	0,01
1,2,3,4,7,8,9	Heptachlorodibenzofuranne (HpCDF)	0,01
	Octachlorodibenzofuranne (OCDF)	0,001

Pour les dioxines et furannes, la méthode de mesure employée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit heures au maximum.

Emissions atmosphériques des broyeurs (cru, charbon, clinker), des sécheurs et des systèmes de dépoussiérage

Valeurs limites exprimées aux conditions normales de température et de pression, soit 273 K, pour une pression de 101,3 kPa avec une teneur en O₂ qui est celle des gaz bruts à la sortie des cheminées.

Paramètre	Valeur limite d'émission dans l'air
Poussières totales	50 mg/m ³

Emissions atmosphériques du refroidisseur : hors périodes de recyclage intégral

Valeurs limites exprimées aux conditions normales de température et de pression, soit 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en O₂ qui est celle des gaz bruts à la sortie de la cheminée

Paramètre	Valeur limite d'émission dans l'air
Poussières totales	100 mg/m ³

ANNEXE 2
VALEURS LIMITES D'EMISSION DANS L'EAU

Rejet à L'Armançon, en sortie du bassin de confinement

Le pH doit être compris entre 5,5 et 8,5 et la température inférieure à 30°C.

Paramètre	Valeur limite de rejet exprimée en concentration massique pour des échantillons non filtrés
1 - Total des solides en suspension (MES)	30 mg/l
2 - Carbone organique total (COT)	40 mg/l
3 - Demande chimique en oxygène (DCO)	125 mg/l
4 - Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0,03 mg/l
5 - Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium	0,05 mg/l
6 - Thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0,05 mg/l
7 - Arsenic et ses composés, exprimés en arsenic (As)	0,1 mg/l
8 - Plomb et ses composés, exprimés en plomb (Pb)	0,2 mg/l
9 - Chrome et ses composés, exprimés en chrome (Cr)	0,5 mg/l (dont Cr ⁶⁺ : 0,1 mg/l)
10 - Cuivre et ses composés, exprimés en cuivre (Cu)	0,5 mg/l
11 - Nickel et ses composés, exprimés en nickel (Ni)	0,5 mg/l
12 - Zinc et ses composés, exprimés en zinc (Zn)	1,5 mg/l
13 - Fluorures	15 mg/l
14 - CN libres	0,1 mg/l
15 - Hydrocarbures totaux	5 mg/l
16 - AOX	5 mg/l
17 - Dioxines et furannes	0,3 ng/l

ANNEXE 4

SURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHERIQUES

Mesures en continu

Emissaires	Paramètres
<i>Cheminée du four</i>	Poussières totales, substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), monoxyde de carbone, chlorure d'hydrogène, dioxyde de soufre, oxydes d'azote, oxygène, température des gaz de combustion
<i>Cheminée d'exhaure du refroidisseur</i>	Poussières totales
<i>Cheminée d'exhaure du broyeur cru</i>	Poussières totales

Mesures périodiques réalisées par un organisme COFRAC ou équivalent, ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées

Paramètres	Four	Refroidisseur	⚡ charbon/coke, clinker..)
Débits des rejets	S	S	A
Vitesse d'éjection des gaz	S	S	A
Poussières totales	S	S	A
COT	S		
Monoxyde de carbone	S		
Chlorure d'hydrogène	S		
Dioxyde de soufre	S		
Oxydes d'azote	S		
Fluorure d'hydrogène	S		
Cd et ses composés	S		
TI et ses composés	S		
Hg et ses composés	S		
Sb + As + Pb + Cr + Co ± Cu ± Mn + Ni + V	S		
Dioxines et furannes	S		

S : 1 fois par semestre (au moins 2 fois par an)

A : 1 fois par an

N.B. : les résultats des teneurs en métaux devront faire apparaître la teneur de chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme.

ANNEXE 5

SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

1) Les eaux polluées ne sont pas rejetées dans le milieu naturel (traitées dans le four cimentier)

2) Rejet Bassin décanteur/régulateur + séparateur d'hydrocarbures des eaux pluviales (confinement des eaux accidentellement polluées)

Paramètres	Mesures réalisées par un organisme compétent
Débit	T
pH	T
Température	T
Total des solides en suspension	T
Carbone organique total (COT)	T
Demande chimique en oxygène (DCO)	T
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	S
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd)	S
Thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	S
Arsenic et ses composés, exprimés en arsenic (As)	S
Plomb et ses composés, exprimés en plomb (Pb)	S
Chrome et ses composés, exprimés en chrome (Cr)	S
Cuivre et ses composés, exprimés en cuivre (Cu)	
Nickel et ses composés, exprimés en nickel (Ni)	S
Zinc et ses composés, exprimés en zinc (Zn)	S
Fluorures	S
CN libres	S
Hydrocarbures totaux	S
AOX	A
Dioxines et furannes	A

S : 1 fois par semestre

A : 1 fois par an

ANNEXE 6

LISTE DES DECHETS QUI PEUVENT ETRE TRAITES

Fiche 1 - Valorisation énergétique – Déchets dangereux liquides énergétiques

Déchet	Conditions spécifiques d'acceptation de prise en charge	Tonnage annuel autorisé	Capacité d'entreposage	Capacité nominale	Point d'introduction des déchets
Huiles moteurs usagées	Teneur en soufre < 8 000 mg/kg	5 000 t/an	600 m ³	2 t/h	Tuyère capot de chauffe et Grille Lepol
G 3000 (PCI > 12500kJ/kg) - fonds de cuves d'hydrocarbures et hydrocarbures souillés, - résidus de solvants de peinture, résines et encres, - résidus de distillation, - loupés et sous-produits de fabrication liquide issus de synthèse organique	Teneur en chlore organique < 4% Teneur autres halogénés < 1% Teneurs en métaux lourds : Hg < 10 mg/kg Cd+Hg+Tl < 100 mg/kg Pb+Cr+Ni+As+Co+V+S n+Sb+Te+Se < 2 500 mg/kg Teneur en soufre < 5 000 mg/kg	12 000 t/an dont au maximum 5000 t/an d'huiles usagées ci-dessus	550 m ³	3 t/h	Tuyère capot de chauffe et Grille Lepol

Fiche 2 - Valorisation énergétique – Déchets dangereux liquides aqueux

Déchet	Conditions spécifiques d'acceptation de prise en charge	Tonnage annuel autorisé	Capacité d'entreposage	Capacité nominale	Point d'introduction des déchets
<p>G 2000 (PCI < 12500 kJ/kg)</p> <ul style="list-style-type: none"> - émulsions huileuses et fluides de coupe du travail des métaux contenant d'hydrocarbures (environ 10 %), - résidus aqueux souillés de solvants, - mélange de liquides eau/hydrocarbures, - eaux de lavage de l'industrie chimique, de l'industrie pharmaceutique et de la parachimie, - eaux mères de fabrication, déchets aqueux souillés de solvants et culots de régénération, - loupés et sous-produits de fabrication issus de synthèse organique, 	<p>Teneur en chlore organique < 4% Teneur autres halogénés < 1% Teneurs en métaux lourds : Hg < 10 mg/kg Cd+Hg+Tl < 100 mg/kg Pb+Cr+Ni+As+Co+V+S n+Sb+Te+Se < 2500 mg/kg Teneur en soufre < 5 000 mg/kg</p>	12 000 t/an	265 m ³	2 t/h	Tuyère capot de chauffe et Grille Lepol

Fiche 3 - Valorisation énergétique – Déchets dangereux solides énergétiques

Déchet	Conditions spécifiques d'acceptation de prise en charge	Tonnage annuel autorisé	Capacité d'entreposage	Capacité nominale	Point d'introduction des déchets
Sous-produits de fabrication de synthèse organique, résidu de distillation (ex : coke de TDI, charbons actifs usagés)	<p>Teneur en chlore organique < 4 %</p> <p>Teneur autres halogénés < 1 %</p> <p>Teneurs en métaux lourds :</p> <p>Hg < 10 mg/kg</p> <p>Cd+Hg+Tl < 100 mg/kg</p> <p>Pb+Cr+Ni+As+Co+V+S n+Sb+Te+Se < 2500 mg/kg</p> <p>Teneur en soufre < 5 000 mg/kg</p>	2 000 t/an	200 tonnes	1 t/h	Tuyère capot de chauffe

Fiche 4 - Valorisation énergétique – Déchets non dangereux énergétiques, avec un tonnage annuel cumulé de 21 000 tonnes

Déchet	Conditions spécifiques d'acceptation de prise en charge	Tonnage annuel maxi autorisé	Capacité d'entreposage	Vérification particulière	Capacité nominale	Point d'introduction des déchets
Pulvérulents organiques constitués à partir de carcasses de bovins, ovins ou de volailles n'ayant pas contractés l'ESB	(1)	10 000 t/an	280 m ³ (2)	(3)	2 t/h	Tuyère capot de chauffe
Pulvérulents de bois provenant de menuiseries industrielles locales, issues des opérations de polissage et de découpe (sciures non imprégnées)						
Bois triés et broyés en provenance de déchetteries		10 000 t/an	200 m ³		2 t/h	Tuyère capot de chauffe
Combustibles broyés issus de biomasse type végétaux						
Boues urbaines séchées (provenance département 89 + cantons limitrophes)						
Déchets banals à base de cartons et de plastiques (hors PVC) triés, broyés	Granulométrie inférieure à 30 mm	10 000 t/an	200 m ³	(4)	2 t/h	Tuyère capot de chauffe

(1) Les informations portées au registre d'entrée sont obligatoirement complétées par :

- le numéro d'immatriculation du camion,
- le bon de pesée du chargement et la lettre de voiture.

Seules sont admises les farines animales certifiées exemptes d'ESB provenant d'un établissement agréé par le préfet, au titre de l'arrêté du 30 décembre 1991.

(2) Toutes les dispositions sont prises pour éviter l'envol de poussières et pour empêcher le contact des farines avec les eaux, notamment les eaux de pluie et de ruissellement. Les farines sont livrées par des camions étanches. Toute précaution est prise lors de la manipulation des farines, conformément à des fiches de sécurité établies par l'exploitant et au protocole de sécurité établi avec le transporteur lors de l'entrée sur le site.

Le stockage est réalisé suivant les spécifications des prescriptions générales de l'arrêté préfectoral, aux mesures spécifiques près suivantes :

- les farines animales sont exclusivement stockées dans un silo vertical,
- le transfert des produits s'effectue exclusivement de manière pneumatique des citernes vers le silo de stockage. Les farines animales sont traitées mécaniquement au pied du silo et font l'objet d'une injection pneumatique à la tuyère du four,
- le silo de stockage est muni :
 - d'évents de décharge d'explosion correctement dimensionnés,
 - de sondes de température reportées en salle de contrôle et pour lesquelles le dépassement de la valeur de consigne entraîne le déclenchement d'une alarme,
 - d'un dispositif d'arrosage permettant le refroidissement en cas d'échauffement interne,
 - d'un système d'inertage,
 - d'une installation de dépoussiérage garantissant un rejet en poussières inférieur à 10 mg/Nm^3 , ce rejet étant en marche normale réinjecté dans le procédé,
 - d'un système d'accès réglementé.

L'exploitant doit minimiser le niveau de farines animales dans le silo de stockage avant tout arrêt majeur programmé du four.

Il rédige par ailleurs des consignes définissant la stratégie à adopter en cas d'échauffement des farines animales dans le silo. Cette stratégie exclut toute technique qui risquerait de conduire à une dissémination des farines animales dans l'environnement.

(3) Le lot à considérer en application de l'article 9.5.3. correspond à la réalisation d'un contrôle comme suit :

- prélèvement aléatoire d'un échantillon et analyse mensuelle par producteur,
- paramètres à analyser sur l'échantillon : Pouvoir calorifique, Matières grasses, Humidité, Chlore

(4) Le lot à considérer en application de l'article 9.5.3. correspond à la réalisation d'un contrôle comme suit :

- prélèvement aléatoire d'un échantillon par lot, chaque lot correspondant à une quantité de 300 tonnes de déchets réceptionnées, avec un minimum d'un prélèvement par mois,
- paramètres à analyser sur l'échantillon : Pouvoir calorifique, Chlore

Fiche 5 - Valorisation matière dans les matières premières, avec un tonnage annuel cumulé de 50 000 tonnes (produits secs)

Déchet	Conditions spécifiques d'acceptation de prise en charge	Tonnage annuel autorisé	Capacité d'entreposage	Point d'introduction des déchets
Résidus pouvant contenir de l'aluminium, de la silice, du fer ou de la chaux ou du fluorure de calcium	Teneurs en métaux lourds : Hg < 10 mg/kg Cd+Hg+Tl < 100 mg/kg Pb+Cr+Ni+As+Co+V+S n+Sb+Te+Se < 2500 mg/kg	40 000 t/an	Art. 9.7	Constitution du cru
Déchets de plâtre (moules)		10 000 t/an	Art. 9.7	Constitution du cru ou broyage ciment
Cendres volantes		10 000 t/an	200 t	Broyage ciment
Eaux alimentaires et eaux de rétentions			Cuve granulateurs Rétentions G2000 & G3000	granulateurs

ANNEXE 7

CONTROLE D'ADMISSION DE CERTAINS DECHETS PLAN D'ASSURANCE DE LA QUALITE

I) Procédure simplifiée

Dans le cas de déchets dangereux en provenance de producteurs dont les processus industriels sont bien identifiés et maîtrisés, et assurent une production de déchets de nature relativement constante, un plan de contrôle à réception allégé, dit "procédure simplifiée" est mis en oeuvre.

Cette procédure simplifiée est basée sur les principes suivants :

Phase 1 : dès l'établissement du premier certificat d'acceptation, réalisation de la vérification prévue à l'article 9.5.1 jusqu'à atteindre le premier des deux termes

- 20 livraisons (soit environ 500 tonnes pour les gros tonnages)
- 1 année de livraison pour les tonnages réduits.

Au premier terme échu, une fiche de synthèse reprenant les résultats est établie pour chaque déchet. Elle servira à déterminer les valeurs caractéristiques relatives au déchet (moyenne, limites statistiques d'acceptation) dans le respect des limites précisées à l'article 9.5.1.

Phase 2 : à l'issue de la phase 1, réalisation **sur chaque livraison** de la vérification prévue à l'article 9.5.2., et passage en contrôle statistique de la vérification prévue à l'article 9.5. L sur les bases suivantes :

- | | |
|---------------------------------------|-------------------------------|
| - tonnage annuel < 100 t : | 1 contrôle minimum/an |
| - 100 t < tonnage annuel < 500 t : | 2 contrôles minimum/an |
| – .500 t < tonnage annuel < 1 500 t : | 3 contrôles minimum/an |
| – tonnage annuel > 1 500 t : | 1 contrôle minimum/500 tonnes |

En cas de contrôle donnant lieu à un écart significatif en regard des valeurs caractéristiques définies en phase 1, le déchet sera à nouveau analysé systématiquement selon les règles de la phase 1.

NB : pour les déchets en portefeuille à la date de mise en application des présentes dispositions, les résultats des analyses réalisées depuis l'établissement du premier certificat d'acceptation servent à établir les valeurs caractéristiques.

2) Déchets dangereux en provenance de centres de regroupement

Dans le cas de déchets dangereux en provenance de centres de regroupement ou de pré-traitement, les analyses réalisées par ces centres et dont les résultats sont joints aux bordereaux de suivi de déchets (BSDI) ont valeur d'analyse préalable au déchargement, dès lors que l'ensemble des analyses et contrôles a été réalisé au départ du chargement du déchet, que celui-ci a fait l'objet de mesures de protection et qu'un programme de suivi de la qualité de ces analyses et de cette protection a été mis en place, tant sur lesdits centres qu'à l'admission dans l'installation.

Un contrôle statistique est réalisé sur le même principe que la procédure simplifiée.

3) Cas particulier des huiles usagées

Dans le cas particulier des huiles usagées, compte tenu de la composition de ces déchets, les contrôles d'admission suivants sont appliqués :

sur lot entrant :

- prise d'échantillon suivant un rythme aléatoire soit à raison de une pour 1 000 tonnes (40 camions), avec un minimum de une par mois, soit suivant une périodicité constante (exemple : une par mois) ;
- contrôle de teneur en métaux limité au cadmium, mercure et thallium ;
- sur chaque cuve de stockage de l'éliminateur :
 - prise d'échantillon tous les six mois ;
 - bilan complet, sur cet échantillon, de teneurs en métaux lourds.

Les recherches des teneurs en PCB, chlore et eau demeurent obligatoires préalablement à toute livraison d'huiles usagées d'un ramasseur agréé à un éliminateur agréé.

4) Liste des produits sous procédure simplifiée

Chaque année, la liste des déchets dangereux faisant l'objet de la procédure simplifiée de contrôle à réception est jointe au bilan de l'activité de co-incinération prévu à l'article 10.2.

En cas de modification de la liste en cours d'année, celle-ci est communiquée à l'inspecteur des installations classées.

ANNEXE 8

PROTOCOLE D'ESSAIS DE QUALIFICATION

Les essais de qualification en vue de la valorisation énergétique ou matières d'un nouveau type de déchet comprennent toujours deux phases

1^{ère} phase : qualification préalable

Pendant cette phase, les essais de combustion sont réalisés sur une très courte période (moins de une semaine), sans mise en place d'installations de pré-industrialisation, pour des quantités et des débits de déchet à qualifier faibles, en période de marche stable du four. Pendant cette période, l'exploitant réalise l'enregistrement de l'ensemble des paramètres techniques de fonctionnement du four (débit d'alimentation du four, quantité de combustibles utilisés, débit des combustibles, vitesse de rotation du four, vitesse des ventilateurs des fumées, température en zone de cuisson, en sortie du four) et apporte une attention soutenue à l'ensemble des paramètres suivis en continu dans les rejets atmosphériques (cf article 8.2.).

2^{ème} phase : qualification approfondie

Durant cette phase, l'exploitant met en oeuvre des dispositifs de pré-industrialisation de la filière, visant à augmenter progressivement les débits du déchet à qualifier. Il fait réaliser par un organisme accrédité par le Comité Français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une analyse détaillée des émissions gazeuses suivant l'ensemble des paramètres visés en **Annexe 4**

D'un point de vue administratif, les essais de qualification imposent la procédure suivante :

1) Dossier préalable

Avant tout essai de qualification, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées, un dossier comprenant :

- la nature du déchet, son analyse et ses caractéristiques essentielles,
- la nature des essais qui seront réalisés pendant la phase de qualification préalable, la définition des lieux de stockage du déchet, des précautions prises, du mode et du lieu d'injection qui seront observés,
- la quantité de déchets qui sera mise en oeuvre durant la qualification préalable,
- la durée des essais de qualification préalable,
- la définition des contrôles mis en oeuvre pendant cette phase,
- le cas échéant, les références concernant l'utilisation du déchet en cause sur d'autres cimenteries.

2) Dossier en vue de la qualification approfondie

Avant tout essai de qualification approfondie, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées, un dossier comprenant :

- une synthèse des résultats obtenus lors de la qualification préalable, concernant notamment la surveillance des rejets atmosphériques,
- la nature des essais qui seront réalisés pendant la phase de qualification approfondie,
- la durée totale des essais de qualification approfondie,

la quantité de déchets qui sera mise en oeuvre durant la qualification approfondie, précisant l'évolution progressive envisagée du flux de déchets introduits dans la matière première ou les combustibles,
la définition des contrôles mis en oeuvre pendant cette phase,
la définition des systèmes de pré-industrialisation à mettre en oeuvre, et l'étude de l'impact éventuel de ces systèmes sur l'environnement et sur la prévention de la sécurité sur le site.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées du début des essais de qualification approfondie ou de l'abandon de ce projet de qualification, dès qu'il en a connaissance.

Si la durée des essais de qualification approfondie doit conduire à une période d'incinération du déchet supérieure à 3 mois, l'exploitant communique avant la fin du 3^{ème} mois un bilan d'étape actualisant les données du dossier établi en vue de la qualification approfondie. En aucun cas les essais de qualification approfondie ne peuvent conduire à une période d'incinération supérieure à 6 mois.

3) Rapport final

Dès que les analyses des émissions atmosphériques par un organisme extérieur ont été réalisées, et sans attendre la fin des essais de qualification approfondie, l'exploitant communique au Préfet une demande de validation de la filière comprenant :

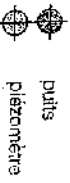
- la nature du déchet, son analyse et ses caractéristiques essentielles,
- une synthèse des résultats obtenus lors des essais de qualification, concernant notamment la surveillance des rejets atmosphériques en continu et par le laboratoire extérieur, la quantité maximale de déchets qui sera mise en oeuvre (quantité annuelle, flux maximum),
la définition des systèmes d'industrialisation (type de stockage, lieu de stockage, mode et lieu d'injection des produits...), et l'étude de l'impact éventuel de ces systèmes sur l'environnement et sur la prévention de la sécurité sur le site,
les modalités particulières concernant l'acceptation du déchet sur le site (valeurs limites du déchet suivant certains paramètres, fréquence et type de contrôle d'admission...).

Les résultats des essais sont comparés à des essais de référence. Ces essais de référence correspondent à une période de marche pendant laquelle des déchets déjà autorisés ont été utilisés en quantité habituelle, l'essai de qualification consistant alors à déterminer les impacts de la nouvelle filière en complément à la situation de référence.

La situation de référence est qualifiée par les résultats de la dernière campagne de mesure réalisée par un organisme agréé par l'administration pour effectuer les contrôles réglementaires en vigueur, dès lors qu'un délai de 6 mois n'est pas dépassé entre cette campagne et la campagne réalisée pendant la période de qualification.

A tout moment, au vu du dossier préalable, du dossier en vue de la qualification approfondie, du bilan d'étape ou du rapport final, l'inspection des installations classées peut ordonner l'arrêt de la démarche de qualification.

L'exploitant prend quant à lui l'initiative d'arrêter cette démarche dès qu'il a connaissance que des dépassements des valeurs fixées à l'article 8.2. du présent arrêté sont imputables aux essais en cours.



0 20 50 75 m
Echelle : 1/1,500

PLAN DE LOCALISATION DES PUIXS PIÉZOMÉTRIQUES

TITRE : MISE A JOUR DE L'ETUDE D'IMPACT
ET DE L'ETUDE DES DANGERS DE
VALORISATION DES DECHETS INDUSTRIELS

Lieu : FRANGEY

Cliant :  **EMARGE**

